

# Conférence du désarmement

3 février 2011

Français

---

## Compte rendu définitif de la mille deux cent deuxième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 3 février 2011, à 10 h 10

*Président:* M. Marius Grinius

(Canada)

GE.11-61211 (EXT)



\* 1 1 6 1 2 1 1 \*

Merci de recycler



**Le Président** (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1202<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement. Je souhaiterais simplement évoquer les débats de mardi. Vingt-trois orateurs sont intervenus et nous avons travaillé jusqu'à 13 heures. Ce fut un échange de vues satisfaisant sur la question du désarmement nucléaire et j'espère que chacun l'a trouvé instructif. Nous avons ensuite participé à une réunion informelle avec nos collègues interprètes. Ils sont revenus à leur place où je peux tous les apercevoir. Cette rencontre a été véritablement excellente et je remercie chacun de vous pour son engagement, tant les membres ici présents que nos collègues qui œuvrent en coulisse – les interprètes. Assurément, ce fut à mon sens une rencontre très fructueuse.

Enfin, je souhaiterais rappeler la demande formulée par le Pakistan de diffuser, comme document officiel de la Conférence du désarmement, un communiqué de presse du 14 décembre 2010 provenant de Rawalpindi. Ce communiqué porte sur une réunion de l'Autorité nationale de commandement pakistanaise et fait état de ses opinions, en particulier, sur la dissuasion stratégique, son importance et divers autres aspects. Ainsi, après cette introduction, je commencerai par la liste des orateurs de ce jour concernant la deuxième question fondamentale des matières fissiles. La liste compte 24 ou 25 orateurs déjà inscrits. Je demanderais à chacun de respecter le temps de parole pour permettre à tous ceux qui souhaitent s'exprimer d'en avoir la possibilité. Les cinq premiers intervenants sur la liste seront l'Australie, la Hongrie au nom de l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Brésil et la Turquie. Je donne la parole à l'Australie.

**M. Woolcott** (Australie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je tiens à vous remercier de nouveau d'avoir suggéré aux délégations de se limiter à certaines questions fondamentales durant chacune des séances plénières des deuxième et troisième semaines placées sous votre présidence – aujourd'hui les matières fissiles. L'Australie attend avec intérêt de suivre les débats d'aujourd'hui et d'entendre les opinions des pays sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, appelé communément traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles (TIPMF).

L'Australie s'est engagée en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et est déterminée à y parvenir par des mesures de renforcement équilibrées et progressives. À cet effet, sa priorité immédiate en matière de désarmement et de non-prolifération, à la Conférence du désarmement, est l'ouverture rapide de négociations relatives à un TIPMF sur la base du mandat Shannon de 1995, tel que figurant dans le document CD/1299.

L'Australie n'est assurément pas seule à attribuer une importance particulière à l'ouverture rapide de négociations relatives à un TIPMF. La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010 a réaffirmé dans son plan d'action adopté par consensus «la nécessité urgente de négocier et de conclure un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires». La production de matières fissiles à des fins d'armement représente une menace permanente pour la paix et la sécurité internationales. L'Australie ne cesse d'exhorter tous les États qui continuent de produire ces matières à adhérer à un moratoire mondial sur leur production.

Agir sur les matières fissiles – la base même des armes nucléaires – par la voie d'un traité vérifiable est la prochaine étape logique dans la lutte contre les armes nucléaires et dans le désarmement. Un tel traité aura des effets bénéfiques à la fois sur le désarmement et la non-prolifération. Non seulement, il renforcera sensiblement les contrôles internationaux concernant les matières fissiles, mais également, il placera la barre plus haut pour tout État qui cherche à acquérir la capacité de produire des armes nucléaires.

L'Australie reconnaît que les membres de la Conférence du désarmement ont des opinions variées sur les questions qui constitueraient les bases d'un TIPMF. Toutefois, ces divergences ne devraient pas nous empêcher d'entamer les négociations; en réalité, elles motivent leur ouverture. Dès le début des négociations à la Conférence du désarmement, les négociateurs devront aborder toute une série de questions, notamment les dispositions ayant trait à la vérification, à la portée, à l'entrée en vigueur, aux arrangements institutionnels et au règlement des différends. En outre, les négociateurs devront décider de la manière de traiter la question des stocks préexistants.

Toutefois, je souhaite aujourd'hui m'en tenir aux définitions contenues dans un TIPMF. Les définitions sont un point qui soulèvera des problèmes majeurs dès l'ouverture des négociations d'un traité, mais la Conférence est le meilleur endroit pour entamer un examen technique de ce type de traité. La définition des «matières fissiles» et de la «production» délimitera le champ d'application du traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Concernant les «matières fissiles», l'Australie estime que seules les matières fissiles propres à la fabrication d'armes nucléaires devraient relever d'un TIPMF; pour l'essentiel, il s'agit d'uranium hautement enrichi et de plutonium.

Les matières considérées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) comme «matières directement utilisables» aux fins des garanties, à savoir les matières nucléaires qui peuvent servir à la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires sans transmutation ni enrichissement supplémentaire, sont les suivantes: uranium hautement enrichi – uranium enrichi en isotope 235 dans une concentration égale ou supérieure à 20 %; plutonium contenant moins de 80 % en isotope 238 et uranium 233.

Ces définitions pourraient être une bonne base d'élaboration d'un TIPMF, avec cependant la précision suivante: l'Australie estime que le plutonium et l'uranium 233 dans des combustibles irradiés ne devraient pas être considérés comme «matières fissiles», sachant qu'ils ne peuvent être utilisés pour la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires sans avoir auparavant été séparés par retraitement des barres de combustible irradié, produits de fission et autres matières. L'uranium hautement enrichi et le plutonium sont les matières qui ont servi traditionnellement à la fabrication d'armes nucléaires; toutefois, nous devons déterminer si un TIPMF doit également englober d'autres matières fissiles qui pourraient servir à produire des armes nucléaires.

À cet égard, l'AIEA a reconnu que le neptunium et l'américium, matières nucléaires de remplacement, pourraient poser un problème de prolifération. Le neptunium est le plus important quant aux quantités potentiellement disponibles dans un combustible usé et du fait qu'il peut être utilisé dans un dispositif explosif nucléaire. À l'instar du plutonium et de l'uranium 233, le neptunium et l'américium sont produits par irradiation d'uranium et ne devraient être envisagés, dans le cadre d'un TIPMF, qu'après séparation par retraitement.

Compte tenu de ces définitions des matières fissiles, nous pouvons examiner la définition de la «production». Dans ce domaine, l'Australie considère que deux procédés sont particulièrement pertinents: l'enrichissement de l'uranium, dans le cas de l'uranium hautement enrichi, et la séparation du combustible irradié par retraitement tant pour le plutonium que pour l'uranium 233.

Comme il a été souligné, l'Australie ne considère pas le plutonium et l'uranium 233 contenus dans le combustible irradié comme des «matières fissiles», car ils doivent d'abord être séparés par retraitement afin de pouvoir servir à la fabrication d'armes nucléaires. Dans cette logique, l'Australie n'estime pas que l'irradiation de combustible composé d'uranium ou de thorium pour former du plutonium ou de l'uranium 233 s'assimile à une «production» de matières fissiles. De l'avis de l'Australie, la «production» de plutonium ou d'uranium 233 devrait comprendre uniquement le procédé de séparation par retraitement. Si

le TIPMF englobe l'irradiation, sa portée sera extrêmement étendue, rendant contraignante et très coûteuse toute vérification internationale effective et, partant, imposant une charge inutile aux États parties au traité.

Je souhaiterais également préciser que l'Australie estime qu'un TIPMF devrait interdire non pas la production de matières fissiles en soi, mais seulement la production aux fins de la fabrication d'armes et de dispositifs explosifs nucléaires. L'Australie considère que le retraitement à des fins civiles ne devrait pas être proscrit. De même, un TIPMF ne devrait pas interdire la production d'uranium hautement enrichi à des fins civiles. Des efforts mondiaux sont parvenus à réduire considérablement la quantité d'uranium hautement enrichi utilisée dans des réacteurs civils ou à des fins militaires non explosives, comme la propulsion navale, mais les dispositions de l'AIEA en matière de garanties concernant ces activités continueront de s'appliquer.

Telles sont, dans les grandes lignes, les vues de l'Australie sur la manière de définir dans un TIPMF les matières fissiles et leur production. Ceux d'entre nous qui traitent ces questions dans une perspective politique ont beaucoup à apprendre à leur sujet d'un point de vue technique. Toutefois, il est manifeste que c'est un domaine dans lequel il faudra débattre – et éventuellement négocier – abondamment. J'attends avec intérêt les déclarations à venir aujourd'hui sur ce sujet important.

**M. Dékány** (Hongrie) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne. Les pays candidats, Turquie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Islande, les pays du processus de stabilisation et d'association et les candidats potentiels, Albanie, Bosnie-Herzégovine et Serbie, outre l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie souscrivent à cette déclaration.

Dans notre déclaration liminaire du 27 janvier 2011, nous avons déjà affirmé que notre priorité est clairement l'ouverture immédiate et la conclusion rapide des négociations, durant la Conférence du désarmement, d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires – un TIPMF – sur la base du document CD/1299 du 24 mars 1995 et du mandat qu'il contient, mentionné ultérieurement dans le document CD/1864.

Pour l'Union européenne, il est urgent et primordial d'entamer ces négociations. Un TIPMF concret constituerait une étape majeure dans le désarmement nucléaire, tout en renforçant le principe de la non-prolifération nucléaire. L'Union européenne est persuadée qu'en interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, ce type de traité contribuera notablement aux efforts de désarmement nucléaire au sens de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Logiquement, un TIPMF constitue le prochain instrument multilatéral à négocier dans le domaine du désarmement nucléaire, en complément du TNP et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Le soutien de la communauté internationale à l'ouverture immédiate des négociations d'un TIPMF durant la Conférence du désarmement a été exprimé dans le document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010 et la résolution 65/65 de l'Assemblée générale.

Nous nous félicitons de l'échange de vues très fructueux sur un TIPMF, qui a de nouveau eu lieu lors de la session de l'an passé et qui a aidé les membres de la Conférence du désarmement à élucider les nombreux enjeux, notamment ceux liés à la portée, aux définitions, aux vérifications et aux dispositions institutionnelles.

L'Union européenne n'a cessé d'affirmer que rien ne serait exclu du débat au moment de l'ouverture de négociations d'un traité. Tous les États Membres à la Conférence du désarmement comprendront que les questions de sécurité nationale, certes légitimes, devraient être traitées dans le cadre des négociations et non comme condition préalable. Nous estimons également que certaines mesures de confiance peuvent être prises

immédiatement sans devoir attendre le début des négociations officielles. C'est pourquoi nous invitons tous les États qui possèdent des armes nucléaires à déclarer et respecter un moratoire sur la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Dans sa déclaration, mercredi dernier, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a rappelé le soutien quasi universel apporté au sein de la Conférence du désarmement aux négociations sur un traité relatif aux matières fissiles. Toutefois, devant l'impasse où se trouve la Conférence, il a également invoqué des suggestions formulées récemment et visant à rechercher d'autres dispositions. Le Secrétaire général s'est également interrogé sur la possibilité, dans un premier temps, d'engager un processus informel avant de décider d'entamer de véritables négociations relatives à un traité à la Conférence, pour ainsi s'instruire mutuellement et instaurer la confiance tout en étayant et facilitant le processus officiel dès que la Conférence du désarmement aura adopté son programme de travail.

L'Union européenne approuve ces idées, qui méritent un examen et une réflexion approfondis durant la présente Conférence. Nous soutenons également des délibérations vigoureuses en séance plénière sur les questions relatives à un TIPMF, soutenues par des débats techniques entre experts, en préparation des négociations à mener durant la Conférence. Nous comptons examiner dans un esprit concret, avec tous les membres de la Conférence du désarmement, des dispositions qui nous permettront de progresser vers l'ouverture rapide de négociations sur un TIPMF au sein de cette assemblée.

**M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Le Royaume-Uni fait pleinement sien l'exposé de l'Ambassadeur de Hongrie au nom de l'Union européenne et, comme je l'ai déjà dit cette semaine, le Gouvernement britannique est résolu à atteindre l'objectif à long terme d'un monde exempt d'armes nucléaires et à avancer sur la question du désarmement multilatéral. Nous respectons totalement nos obligations en matière de désarmement au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et avons accompli de notables progrès en maints domaines, comme je l'ai souligné, à la Conférence, dans mon discours mardi.

Durant les cinq années où j'ai eu le privilège de servir en qualité d'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de la Conférence, la façon dont, souvent, nous remémorons le passé glorieux, voire les problèmes qui nous ont préoccupés depuis, n'a cessé de me surprendre; aussi, nous félicitons-nous, Monsieur le Président, de votre détermination, que nous soutenons sans réserve, à aller de l'avant et à tenter de répondre aux nombreux appels émanant de diverses sources visant à entamer les travaux de cet organe. Afin de respecter les obligations du Royaume-Uni, nous estimons qu'il est prioritaire d'élaborer un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles pour interdire de manière vérifiable cette production destinée à la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Un TIPMF est la prochaine étape logique sur la voie qui mène à un monde exempt d'armes nucléaires. Il constitue une composante importante de l'édifice international, parallèlement à un traité renforcé sur la non-prolifération des armes nucléaires visant à favoriser le désarmement et à empêcher la prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour proscrire les explosions nucléaires expérimentales.

Le Royaume-Uni réaffirme son ferme attachement à entamer les négociations d'un TIPMF au sein de la Conférence du désarmement. À notre sens, la Conférence demeure la meilleure option pour négocier ce type de traité avec tous les principaux partenaires du secteur nucléaire. La participation de ces partenaires clefs à tout traité est essentielle pour satisfaire aux aspirations de la communauté internationale qui espère que cet instrument

renforcera d'une manière concrète les dispositions en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération.

Le programme de travail pour 2009 (document CD/1864), qui a prescrit par consensus des débats sur tous les points de l'ordre du jour et l'ouverture de négociations sur un TIPMF, demeure la base qui nous permettra de convenir d'un programme de travail en 2011.

Selon le Royaume-Uni, la force de la Conférence du désarmement est le respect des intérêts de chaque membre en matière de sécurité nationale, qui ressort de son règlement intérieur. La règle du consensus protège ces intérêts, au moment tant des négociations que de la signature et la ratification de tout traité.

Toutefois, comme le Secrétaire général de l'ONU nous l'a rappelé, dans ce contexte, la communauté internationale se doit d'accomplir des progrès continus. Nous comprenons tous la frustration grandissante de cette communauté devant l'inertie de la Conférence du désarmement. Partant, nous exhortons de nouveau tous les membres qui y siègent à s'engager d'une manière constructive, avec leurs collègues dans les différents groupements, à trouver des moyens de s'entendre sur les questions décisives et à avancer vers l'établissement d'un TIPMF vérifiable et, sur le plan international, acceptable.

Ne pas y parvenir peut encourager d'autres États à chercher des substituts à la Conférence du désarmement en vue de servir leurs idéaux de désarmement. Ce n'est pas ainsi, à notre sens, que pourra se conclure la forme de traité exhaustif et rationnel souhaitée par la communauté internationale.

Pour sa part, le Royaume-Uni n'a cessé d'exprimer sa volonté de s'attacher aux quatre questions fondamentales de la Conférence du désarmement, lesquelles devraient être examinées dans le cadre de tout programme de travail. Toutefois, à cette fin, les membres doivent converger pour faire en sorte que la règle du consensus ne serve à bloquer les débats sur quelque point que ce soit.

Le Royaume-Uni est également désireux de collaborer avec des États Membres pour proposer de nouvelles voies qui permettraient de progresser en matière de TIPMF, pour autant que leurs propositions demeurent ancrées dans le cadre et le règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Je me félicite des initiatives détaillées que vient d'exposer notre collègue australien et que nous examinerons très minutieusement. Comme il l'a opportunément dit, ceux d'entre nous qui considèrent la perspective politique ont beaucoup à apprendre du domaine technique, étant donné l'utilisation des matières fissiles dans le contexte civil, qu'il soit scientifique ou industriel.

Pour conclure, le Royaume-Uni rappelle la Conférence d'examen du TNP de 2010 et la manière dont elle a établi ce qui peut être accompli, ainsi que les concessions qui peuvent être obtenues durant les négociations effectives entre pays. Dans le même esprit, nous appelons les États Membres à vraiment progresser dans la négociation d'un TIPMF durant la session de 2011 de la Conférence du désarmement afin de remplir l'un des engagements essentiels énoncés dans le document final de la Conférence d'examen.

**M. de Macedo Soares** (Brésil) (*parle en anglais*): Dans certaines déclarations prononcées jusqu'ici durant la présente session de la Conférence du désarmement, les intervenants ont rappelé, sur un ton peu convaincant, les regrets exprimés quant à la paralysie et l'inertie de la Conférence, ainsi que les vœux qu'elle reprenne ses travaux. Je vois dans ces réflexions des signes salutaires d'honnêteté, en ce sens que nous n'avons conclu aucun nouvel instrument juridique au sein de la Conférence depuis 1996. En fait, nous n'avons aucune raison de nous réjouir, mais la Conférence s'est efforcée d'obtenir un consensus. Pour ma délégation au moins, notre rassemblement ici ce matin, aussi agréable soit-il, n'a rien d'une récréation.

En réalité, nos négociations n'ont pas abouti. Nous avons essayé d'obtenir le consensus requis sur la façon dont nous convertirions en engagements juridiques les principes politiques consacrés dans de si nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et dans d'autres tribunes multilatérales sur le désarmement et la paix.

Pour quelle raison ne pouvons-nous nous accorder? Essentiellement parce que les États dotés d'armes nucléaires et les États alliés veulent limiter les travaux de la Conférence du désarmement aux négociations sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Ces États ne sauraient accepter que d'autres éléments relatifs à ces matières fissiles soient mentionnés dans le mandat de négociation.

En outre, ces mêmes États n'acceptent pas tous de négocier un traité qui protège les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes, et de négocier un traité qui interdit le déploiement d'armes dans l'espace. Enfin, et c'est le point majeur, il n'existe pas le moindre mouvement en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires, comme la conscience humaine l'exige en matière d'armes de destruction massive.

L'opinion publique mondiale s'oppose aux armes de destruction massive telles que les armes chimiques, les armes biologiques ou à toxines, ou encore les armes nucléaires. Toutes soulèvent l'indignation, et leur emploi, comme l'a mentionné l'un de nos collègues, constituerait un crime contre l'humanité. Mettre au point, améliorer, stocker ces armes, les placer en état d'alerte aux fins d'une prompt intervention sont autant de préparatifs en vue d'un tel crime.

Les États qui détiennent des arsenaux nucléaires invoquent souvent leur besoin de dissuasion. Nous savons tous que le terme «dissuasion» utilisé dans un sens stratégique s'entend dans le contexte de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. La dissuasion dans ce contexte tend à atteindre un équilibre entre les adversaires pour ainsi neutraliser et mutuellement immobiliser leurs arsenaux respectifs. Les États dotés d'armes nucléaires ajoutent généralement l'adjectif «crédible» au mot «dissuasion», indiquant ainsi que leurs arsenaux doivent être importants.

Dans la configuration politique et stratégique actuelle du monde, les armes nucléaires ne visent pas l'équilibre entre puissances potentiellement adversaires. Elles sont censées exprimer le pouvoir même d'intimidation d'une manière extrêmement archaïque. Comme vous l'avez souligné, Monsieur le Président, nous devrions chercher à réfléchir hors du contexte de la guerre froide. J'ajouterais «réfléchir hors du contexte du colonialisme», où un groupe d'États s'estime supérieur à tous les autres, insensible aux considérations humanitaires et aux principes juridiques internationaux. Comme l'a déclaré un État membre, les armes nucléaires sont immorales et illégales; leur possession est, partant, immorale et illégale.

La guerre froide étant censément achevée, le maintien des arsenaux est présenté, aux fins de justification, comme un élément essentiel de la sécurité. En réalité, chaque État est chargé de garantir la sécurité du territoire et des ressources naturelles de ses citoyens. De plus, par la voie de relations amicales avec les États voisins et la communauté internationale en général, les États assurent la sécurité nationale en maintenant des forces armées aux fins de défense, non de menace contre d'autres États. En toute hypothèse, on peut se demander si un État est habilité, sur les plans politique, juridique et moral, à détenir et déployer des armes de destruction massive pour ses besoins de défense.

Il faut également déplorer le fait que divers autres États pour différentes raisons, qui de toute façon ne croient pas en la possibilité ou la nécessité d'un système démocratique international, acceptent de se placer sous la protection d'arsenaux nucléaires, renonçant ainsi à contribuer à l'instauration d'un monde plus pacifique.

De nombreuses délégations semblent se féliciter de tendances et d'éléments favorables récents, notamment le fait que la Conférence d'examen du TNP de 2010 a adopté sans opposition un plan d'action concret. Toutefois, cette structure n'étant pas permanente, le TNP ne saurait à lui seul garantir l'exécution des décisions en découlant. Il appartient aux États parties de mettre en œuvre le plan d'action.

Ce que nous avons observé au cours des mois qui ont suivi ne va pas nécessairement dans ce sens. Une alliance très puissante a proclamé sa doctrine stratégique renouvelée, expressément fondée sur les armes nucléaires. Il est par conséquent difficile de donner crédit à toute intention de procéder au désarmement nucléaire qui émane d'un membre de cette alliance.

Deux États possédant les plus vastes arsenaux ont conclu un traité bilatéral prometteur, qui vise à réduire le nombre d'ogives et à appliquer d'autres mesures, notamment de vérification réciproque. Il s'agit toutefois d'un instrument de réduction des armements, propre à améliorer les relations entre les parties et, ainsi, le climat politique international; cela étant, il ne suppose pas une élimination des arsenaux nucléaires et de leur logique latente. Deux autres puissances nucléaires ont conclu un arrangement bilatéral qui semble bien davantage tendre à rendre la gestion de leurs arsenaux respectifs plus politique, économique et pratique.

La Présidente de la République fédérative du Brésil, M<sup>me</sup> Dilma Rousseff, a affirmé dans son discours inaugural en janvier 2011: «Notre tradition de défense de la paix ne nous permet pas de rester indifférents à l'existence d'énormes arsenaux nucléaires, à la prolifération nucléaire, au terrorisme et à la criminalité transnationale organisée».

Nous le savons, les termes de ce type de déclaration sont soigneusement choisis. Pour le Brésil, armes nucléaires et autres fléaux mentionnés se confondent. À ce stade, il est attristant d'entendre certaines délégations affirmer que les problèmes relèvent du dispositif.

Ces deux dernières années, deux propositions officielles de programme de travail ont été formulées. Le document CD/1864, qui a été adopté par consensus, est soutenu par le Brésil. Le document CD/1889 a été proposé en vue de contourner les obstacles qui empêchaient l'application du document CD/1864. Il présentait une perspective assez dégagée du traitement des aspects relatifs aux matières fissiles autres que l'interdiction de toute nouvelle production. Par perspective dégagée, il faut entendre que le mandat Shannon ne limite pas la portée des négociations à la production future des seules matières fissiles. La délégation qui semblait la plus concernée a préféré ne pas tirer parti de cette perspective. Toutefois, j'ajouterai que l'un des groupes régionaux a fait savoir à la présidence qu'il ne pouvait appuyer la proposition, même si certaines des délégations membres de ce groupe exprimaient leur intention d'adopter le document.

Au cours des deux premières semaines de la présente session, certaines délégations ont persisté à s'opposer à des négociations d'instruments juridiques concernant des garanties négatives de sécurité et l'interdiction du déploiement d'armes dans l'espace. Ces délégations n'ont même pas pris la peine de mentionner leur opposition à l'idée même d'un traité interdisant les armes nucléaires.

Les délégations en question font usage de leur droit, que confère le Règlement intérieur, de s'opposer au consensus. Peut-on prétendre qu'il est porté atteinte au consensus? Peut-on tenter d'entreprendre des négociations sur toute question fondamentale de notre ordre du jour d'une manière marginale susceptible de produire des résultats rapides mais peu concrets? Peut-on imposer à la Conférence du désarmement d'obtenir des résultats d'ici la fin de la présente session? Peut-on se lancer un ultimatum?

Il serait assurément salutaire de réexaminer l'ensemble des mécanismes établis en 1978. Une nouvelle session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au

désarmement n'a que trop tardé, non pas nécessairement, ni surtout exclusivement, pour aborder les pratiques institutionnelles. Une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, devrait avant tout offrir une vaste tribune qui soit accessible à tous et permette un débat approfondi sur tous les aspects du désarmement. Elle devrait tirer parti des nouvelles tendances et réalités dans les relations internationales, si bien présentées par le Président Barack Obama dans son discours de Prague en 2009.

Malheureusement, de nouveau nous ne pouvons trouver l'appui nécessaire. Certains de mes collègues ont déclaré qu'eux-mêmes, ou leurs gouvernements, perdent patience. Nul ne peut apporter un remède à ce mal. Le métabolisme de la politique internationale, tout particulièrement dans les arcanes de la stratégie nucléaire, est lent: il exige persévérance et lucidité.

Monsieur le Président, nous vous remercions de votre détermination à tenter d'organiser des débats durant votre mandat. Comme il nous incombe de nous écouter mutuellement et de réagir aux idées et positions présentées, nous sommes tout naturellement portés à soumettre les impressions de nos pays. Les mots, qui sont notre instrument de travail, peuvent donner lieu à des engagements multilatéraux. Le succès n'est cependant pas prévisible, qu'il s'agisse de temps ou de contenu.

Je comprends que vous n'ayez décelé aucune prédisposition à un consensus concernant un programme de travail qui s'appuie sur le document CD/1864. Ma délégation n'a pas à intervenir dans votre conduite des débats, mais je ne puis me retenir d'affirmer que rien ne vous empêche de proposer un programme de travail.

En tout état de cause, ma délégation saluerait toute initiative de la présidence visant à réunir un organe subsidiaire chargé d'examiner la question du désarmement nucléaire, en particulier un traité interdisant les armes nucléaires. Cet objectif étant le plus élevé que nous puissions atteindre et, compte tenu du large soutien qu'il suscite, attesté par le document final de la Conférence d'examen du TNP en 2010, une telle initiative marquerait votre présidence. Elle établirait un cadre de renforcement de la confiance qui permettrait de progresser sur d'autres questions, comme la négociation d'un instrument juridique sur les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

De très nombreuses délégations ont clairement déclaré qu'une négociation sur des matières fissiles devrait non seulement prévoir une interdiction de production future dès l'entrée en vigueur de l'instrument, mais également tenir compte de tous autres aspects, notamment les matières préexistantes. Ainsi, les résultats correspondraient aux attentes relatives tant au désarmement qu'à la non-prolifération.

Durant la session de 2010, le Brésil a contribué au débat en soumettant le document CD/1888 qui propose la structure d'un traité. Un traité-cadre contiendrait les clauses nécessaires telles que des objectifs, des définitions, la portée et des dispositions finales. Un protocole portant sur l'interdiction de la production et un second protocole relatif à d'autres aspects, notamment les matières préexistantes, lui seraient annexés. Les deux protocoles contiendraient leurs propres dispositions quant aux vérifications. Ces modalités étaient destinées à assouplir les négociations. Comme nous l'avons observé, les divergences de vues sur les matières fissiles tiennent à la volonté d'immobiliser par avance non seulement les résultats des négociations, mais également leurs modalités.

Voilà plus de cent ans, à la deuxième Conférence internationale de la paix, à La Haye, le Brésil a soutenu la participation à égalité de tous les États aux décisions. L'historienne américaine Barbara Tuchman, dans son livre intitulé *The Proud Tower*, mentionne ce fait, en ajoutant que le représentant du Brésil était particulièrement lassant – caractéristique qui semble persister dans mon cas, mais je puis vous assurer qu'elle n'est pas pour autant nationale.

Les guerres qui ont suivi, l'expérience quelque peu malheureuse de l'organisation qui nous a laissé cette structure et la persistance du colonialisme ont empêché d'accomplir des progrès concrets dans la conduite démocratique des relations multilatérales. L'Organisation des Nations Unies a radicalement transformé la base des relations internationales. Malheureusement, s'agissant en particulier des questions pressantes de vie ou de mort qui sont de notre ressort, la longue période de la guerre froide a représenté une régression, donnant à penser que les résultats en matière de désarmement doivent être le fait des grandes puissances et non pas être négociés par toutes les parties concernées.

Vingt ans après la fin de cette période, les mêmes anciennes puissances et quelques nouveaux candidats ont tenté de reproduire cette approche directive. Ainsi, en principe, la communauté internationale, y compris l'opinion publique, obtiendrait du pouvoir suprême un traité restreint, limité aux questions de non-prolifération. Entre-temps, les forges de Vulcain constitueront des réserves d'instruments d'oppression et de destruction de l'humanité.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Brésil de sa déclaration. Ses propos, loin d'être ennuyeux, sont toujours judicieux. Je suis saisi d'une demande de droit de réponse que j'accorderai à la fin de la liste des orateurs. La liste contient 21 orateurs et nous disposons d'à peine deux heures. Je demande de respecter le temps de parole de chacun. Avant de donner la parole à la Turquie, j'annonce que les prochains pays sur la liste sont les suivants: États-Unis d'Amérique, Japon, Argentine, République arabe syrienne et Pays-Bas. Je donne la parole à la Turquie.

**M. Demiralp** (Turquie) (*parle en anglais*): Tout d'abord, permettez-moi de féliciter Monsieur l'Ambassadeur du Brésil pour la qualité de sa déclaration. Il ne nous a nullement ennuyés. Nous espérons entendre d'autres propos aussi réfléchis.

La position de mon pays sur la limitation des armements et le désarmement telle qu'élaborée à diverses reprises par le passé, est bien connue de la Conférence. Dans ce contexte, nous avons aujourd'hui appuyé la déclaration de l'Ambassadeur de Hongrie au nom de l'Union européenne. Néanmoins, je souhaiterais ajouter quelques observations.

En premier lieu, je voudrais rappeler que la politique turque en matière de sécurité exclut la production et l'utilisation de tout type d'armes de destruction massive. Nous préconisons un désarmement général absolu et soutenons toutes les initiatives visant à étayer la sécurité internationale par la maîtrise multilatérale des armements, leur non-prolifération et le désarmement. La Turquie est partie à tous les instruments internationaux de non-prolifération et régimes de limitation des exportations; elle n'épargne aucun effort pour contribuer à leur universalisation et leur application concrète. Il faut souligner que le succès des tentatives de désarmement nucléaire et de non-prolifération repose sur l'efficacité du régime instauré par le TNP. En fait, les bons résultats obtenus par la Conférence d'examen du TNP en 2010 devraient se traduire en une application réelle.

La Turquie, convaincue de la nécessité d'établir des zones exemptes d'armes nucléaires, accorde toute son importance à la Conférence prévue au Moyen-Orient l'an prochain. La Turquie se félicite de tous accords sur la limitation des armes nucléaires et le désarmement fondés sur un traité, qu'ils soient multilatéraux ou bilatéraux. À cet égard, le nouveau Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (nouveau Traité START) représente une avancée importante. La Conférence du désarmement, en tant que seule tribune multilatérale de négociation, a également un rôle majeur à jouer. La Turquie espère par conséquent que la Conférence soit redynamisée, que les préoccupations de tous les États Membres soient examinées, que nous sortions, partant, de l'impasse actuelle et que, grâce à un programme de travail consensuel, les travaux sur toutes les questions fondamentales soient entamés. Selon nous, l'ouverture des négociations concernant un TIPMF constituera une composante notable dans le mécanisme du

désarmement nucléaire et de la non-prolifération. Afin que ces négociations commencent favorablement, tous les États détenant des armes nucléaires devront déclarer et appliquer un moratoire sur la production. Finalement, un traité négocié avec succès devrait limiter quantitativement les matières fissiles destinées à la fabrication des armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Néanmoins, la Turquie opine que les négociations concernant ce traité devraient être approfondies et non discriminatoires. Les futures négociations devraient par conséquent inclure également la question des stocks et de la vérification effective. Il va sans dire que toutes les préoccupations nationales relatives à un éventuel traité peuvent et devraient être soumises durant les négociations. Une certaine souplesse nous permettrait d'avancer sans perdre trop de temps sur les modalités d'un mandat. Cette démarche, qui ne saurait préjuger de l'issue des négociations, pourrait également permettre d'obtenir un consensus. Le TIPMF est techniquement une question extrêmement complexe. À cet égard, nous avons suivi avec intérêt la déclaration de l'Ambassadeur d'Australie. Ce type d'approche intellectuelle nous aidera à mieux comprendre cette question, abstraction faite des différends politiques.

Nous espérons également que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entrera rapidement en vigueur. Je souhaite sincèrement que ces deux instruments créent une véritable synergie et nous conduise sur la voie du désarmement nucléaire.

**M. Reid** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, nous vous remercions de cette occasion d'échanger des idées et d'approfondir avec nos collègues le thème important du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles au cours de la présente séance plénière de la Conférence du désarmement.

Si vous me le permettez, je souhaiterais tout d'abord communiquer à nos collègues certains éléments importants quelque peu différents. Hier, le Président Obama a signé l'instrument de ratification des États-Unis concernant le nouveau traité START. Samedi prochain, M<sup>me</sup> Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État américaine, rencontrera son homologue russe, M. Sergei Lavrov, à Munich, où ils échangeront les instruments de ratification. Ainsi, nous entamerons officiellement les démarches d'application du nouveau traité START, en particulier le calendrier qu'il contient en matière d'échanges de données sur les forces stratégiques et également le délai à respecter pour commencer à accueillir les importantes visites de vérification sur le sol des deux partenaires au traité.

Les États-Unis sont fiers de cet aboutissement. Le traité est bilatéral, mais nous sommes très satisfaits de cette réalisation, ainsi que de tous les engagements, auxquels nous renouvelons notre attachement, qu'au nom des États-Unis nous avons librement pris, à titre bilatéral ou multilatéral, au printemps dernier dans le cadre du plan d'action de la Conférence d'examen du TNP de 2010. Nous adoptons, en tant que nation, de nombreuses mesures, avec des collègues et dans des assemblées telles que la présente, pour faire progresser cet enjeu et c'est ainsi que nous comptons aborder le désarmement multilatéral dans les jours, les semaines, les mois et les années à venir. Aujourd'hui, nous avons le privilège de compter parmi nous M. Jeff Eberhardt, Directeur du Bureau des affaires multilatérales et nucléaires au Département d'État, qui traitera des questions essentielles relevant d'un TIPMF. Aussi, sans plus de cérémonie, je passe le micro à mon collègue.

**M. Eberhardt** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Permettez-moi de commencer par exprimer le plaisir que j'éprouve à me retrouver de nouveau ici dans cette assemblée parmi tant d'amis de longue date. Je me réjouis de l'occasion offerte à cette délégation et à d'autres d'examiner la question d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles – objectif vital que la communauté internationale a sanctionné à maintes reprises.

Je présume qu'il ne m'est pas nécessaire d'expliquer la raison de l'importance d'un TIPMF, mais peut-être est-il utile de revenir sur ce point. Ce type de traité imposerait des limites à la quantité de matières fissiles disponibles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Il y parviendrait en interdisant la production de matières fissiles dès la date de son entrée en vigueur. Cette restriction sert nos objectifs communs de désarmement et de non-prolifération. Elle est reconnue depuis longtemps comme une mesure essentielle favorisant un monde exempt d'armes nucléaires; la nécessité d'un tel traité a été soulignée par diverses conférences d'examen du TNP, dont la plus récente en mai 2010, et a été un thème central du discours du Président Obama en avril 2009 à Prague.

Nous devons nous rappeler qu'un TIPMF, l'une des étapes d'une longue route, devrait viser comme principal objectif l'interdiction de la production future de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. C'est là une étape essentielle et réaliste à laquelle tous les États représentés ici peuvent participer. Les États-Unis ont pris de nombreuses mesures en ce sens, tant indépendamment qu'avec la Russie et d'autres pays. Il est regrettable et frustrant de n'avoir pu prendre à titre multilatéral la mesure essentielle qui consiste à plafonner les stocks d'armes. Cette mesure est indispensable pour nous permettre de soutenir solidement des réductions accrues d'armes nucléaires et de cesser la course aux armements nucléaires en toutes circonstances.

Dans la formulation de nos positions sur le fond du traité, nous cherchons à établir un instrument non discriminatoire qui interdise la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes, qui soit vérifié et négociable à l'échelon international et soit applicable concrètement. De l'avis général, un traité devrait interdire la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Nous différerons sur les détails, mais les négociations sont destinées précisément à régler les détails.

Avant le début des négociations, il reste à effectuer des travaux utiles pour préparer le terrain à Genève. Nous sommes très désireux de collaborer avec tous les participants dans des débats constructifs sur les questions techniques d'un TIPMF, qui permettent à la Conférence du désarmement d'ouvrir les négociations. Nos experts sont prêts à participer à ces débats, lors de réunions plénières officielles de la Conférence, ou dans des réunions tenues en marge.

Même si la Conférence n'est pas encore prête à entamer des négociations officielles, il serait très judicieux d'examiner à fond les questions techniques liées à un TIPMF. À ce stade, par exemple, il existe des différences notables sur la façon de définir les «matières fissiles». D'aucuns privilégient une définition étroite du plutonium et de l'uranium militaires; certains, dont les États-Unis d'Amérique, préconisent une définition qui englobe des formes de plutonium et d'uranium utilisables pour l'armement et corresponde à la définition des matières directement utilisables établie par l'AIEA; d'autres soutiennent des définitions encore plus élargies. Un traité doit également reconnaître qu'il existe des utilisations civiles et militaires légitimes autres que les armes et dispositifs explosifs nucléaires.

Les questions techniques ne s'arrêtent pas là. La définition des «matières fissiles» est étroitement liée à la définition de la «production». Les procédés de production de matières utilisables aux fins militaires sont essentiellement la séparation isotopique de l'uranium, ou son enrichissement, et la séparation chimique du plutonium des matières nucléaires irradiées, ou retraitement. Cela dit, nous devons veiller à ne pas définir le terme «production» d'une manière si restrictive que nous offrons des possibilités de contourner l'objectif fondamental d'un TIPMF, ni *a contrario* trop élargie au point de limiter les activités n'ayant aucun lien avec ce type de traité. Une définition de la «production» portant par exemple sur le combustible usé augmenterait notablement le coût de vérification d'un traité sans le rendre pour autant plus efficace.

Définir les «matières fissiles» et ce que représente leur production donne lieu à une troisième question fondamentale: la définition de ce qui constitue une «installation de production». La vérification au titre d'un traité portera sur ces installations et le traité devra par conséquent contenir une définition qui englobe les installations produisant, ou manifestement en mesure de produire, des matières fissiles. Le règlement de ces questions relève des négociations, mais il est temps aujourd'hui d'examiner ce vaste domaine.

Ces questions sont parmi les nombreux points que nous devrons aborder pour élaborer un TIPMF. Il en existe bien d'autres que je n'ai pas énoncés. Nous ne pourrions examiner chacun des aspects d'un traité en une seule session de la Conférence du désarmement, voire en une année. Toutefois, nous devons entamer le débat et envisager soigneusement par quelle question commencer. Les questions les moins controversées exigeront du temps pour les examiner à fond et nous ne devrions pas mener nos travaux hâtivement selon un calendrier arbitraire.

Un examen approfondi des questions techniques peut contribuer à établir les bases de futures négociations. Il a fallu des années de débats d'experts sur des questions liées à l'interdiction des essais avant que des négociations officielles s'engagent sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Ces débats ont été décisifs dans l'aboutissement de ces négociations. Je crois comprendre que les réactions relatives à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques ont été étudiées pendant des années avant l'établissement d'un mandat officiel de négociation. Je n'entends pas insinuer que les États-Unis se satisferaient d'années de débats techniques à la place de négociations officielles – nous ne voyons désormais aucun obstacle de fond à leur ouverture. Les obstacles existants sont d'ordre politique. Toutefois, jusqu'à ce qu'ils soient surmontés, il serait très utile, à notre sens, d'entreprendre des débats techniques en attendant l'ouverture de négociations officielles.

Nous savons tous que la négociation d'un TIPMF sera une démarche longue et difficile. Nous cherchons à entamer cette démarche et devrions par conséquent saisir toutes les occasions de s'y préparer. En réalité, il se peut que le fait d'entreprendre des débats techniques, ici à la Conférence du désarmement, ait pour effet de convaincre ceux qui ont des craintes qu'ils ont peu de raison de s'inquiéter. En tout état de cause, des travaux de fond concernant un TIPMF nous attendent.

Les États-Unis sont prêts à s'engager pleinement dans les travaux préparatoires des négociations relatives à un traité en associant à leur délégation des experts de Washington en vue d'approfondir les débats à Genève. Nous sommes heureux d'accueillir ici aujourd'hui des collègues venus d'autres capitales. Nous attendons avec intérêt d'entreprendre nos travaux avec vous tous dans les semaines et mois à venir.

**M. Suda (Japon) (*parle en anglais*):** Mardi dernier, j'ai écouté attentivement et avec grand intérêt les déclarations importantes de nombreux collègues sur la question du désarmement nucléaire. Tous les délégués qui se sont exprimés ont partagé l'objectif de l'élimination totale des armes nucléaires, malgré quelques différences dans la conception et dans les préoccupations nationales et régionales en matière de sécurité.

Le Japon, également, en appelle résolument depuis des décennies à l'élimination totale des armes nucléaires. Nous souhaitons participer aux débats, dans une perspective plus longue, sur l'aspect que devrait revêtir à l'avenir un cadre de désarmement nucléaire multilatéral, ou une convention sur les armes nucléaires, étape finale du désarmement nucléaire.

Toutefois, chacun admet que l'élimination totale ne peut être obtenue instantanément ou par une simple convention. Elle exige un dispositif cumulatif de mesures pratiques et concrètes. À cet égard, il est manifeste, comme il ressort du préambule du TNP,

que la mesure la plus urgente est la cessation de la fabrication d'armes nucléaires. Je ne puis concevoir de progresser dans une voie menant à un monde exempt d'armes nucléaires au titre du TICE sans interdiction préalable de toute production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires.

La question d'un TIPMF est parvenue à un degré de maturité suffisante pour nous permettre d'entamer de véritables négociations. Néanmoins, ma délégation est heureuse de participer effectivement aux débats de fond concernant ce traité lors de séances plénières sans préjudice de notre position nationale dans les négociations actuelles. Je souhaiterais présenter certains de nos concepts sur les principaux éléments d'un TIPMF. Toutefois, pour gagner du temps, j'essaierai d'être bref et je vous demande de bien vouloir consulter le texte de ma déclaration complète qui est distribué.

Tout d'abord, concernant les obligations fondamentales, il s'agit avant tout de déterminer les obligations découlant d'un TIPMF: ce qui est interdit et ce qui ne l'est pas. La première obligation essentielle est évidemment l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires dès l'entrée en vigueur d'un traité.

Conséquence logique d'une interdiction de toute «production future», l'entrée en vigueur d'un TIPMF obligera les États possédant des installations de production de matières fissiles à des fins militaires à les fermer ou les déclasser, ou à les reconvertir pour qu'elles ne servent pas à la fabrication d'armes nucléaires. La reprise, dans ces installations fermées ou déclassées de la production de matières fissiles utilisables pour la fabrication d'armes nucléaires devrait être interdite, car elle équivaldrait ni plus ni moins à une production effective.

Il existe d'autres interdictions qui, au sens de ma délégation, sont nécessaires pour garantir au minimum la non-prolifération de matières fissiles détenues par un État à des fins militaires. La «récupération à des fins militaires» de matières fissiles que des États ont volontairement déclarées comme matières excédentaires pour des raisons de sécurité nationale devrait également être interdite. En outre, le «détournement» de stocks existants et futurs destinés à des usages civils en vue de la fabrication d'armes nucléaires après l'entrée en vigueur d'un TIPMF devrait être interdit, ce «détournement» étant assimilable à une «production».

Un TIPMF devrait interdire de recevoir d'un autre État des matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, car ce «transfert» équivaldrait également à une «production». Un tel traité devrait également interdire d'aider un autre État à produire des matières fissiles destinées à des armes nucléaires.

De plus, le renforcement de la sécurité nucléaire revêtant actuellement de l'importance, il serait judicieux d'examiner la possibilité d'admettre non seulement une interdiction de la production, mais également les obligations en matière de comptabilité et de contrôle par les États ainsi que de protection physique, de même qu'une interdiction de transfert de stocks de matières fissiles destinées à des armes nucléaires.

Ensuite, je souhaiterais aborder la question de définitions. Compte tenu du but et de l'objectif d'un TIPMF, le Japon estime que les définitions devraient être aussi larges que possible sans toutefois nuire aux utilisations de l'énergie nucléaire à des fins civiles.

Dans cette perspective, selon le Japon, le critère de destination générale est plus approprié à un TIPMF. Cette conception ressort dans d'autres instruments sur le désarmement tels que la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Selon ce critère, la production de toutes matières fissiles destinées à des armes et autres dispositifs explosifs

nucléaires serait interdite. La dualité des matières fissiles donne à ce critère toute sa pertinence dans un TIPMF. S'il faut une définition plus précise, nous estimons que la définition des produits fissiles spéciaux énoncée à l'article XX du Statut de l'AIEA pourrait servir de base.

D'aucuns soutiendront qu'en adoptant une définition trop large des matières fissiles dont la production doit être interdite à des fins militaires, nous nous heurterons à des difficultés pratiques en matière de vérification. Nous comprenons ce raisonnement, mais estimons que la portée de la vérification concernant les «matières fissiles» devrait être examinée par rapport aux questions de vérification.

Concernant la vérification, il existe différentes modalités pour vérifier le respect de l'obligation fondamentale visée par un TIPMF, qui est une «interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires». Les obligations fondamentales prévues dans un TIPMF pourraient être vérifiées selon les quatre modalités suivantes: confirmation que le stock de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires n'a pas augmenté depuis la date d'entrée en vigueur du traité; confirmation que les réacteurs et installations de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, qui sont fermés, déclassés ou reconvertis à des fins civiles demeurent en l'état; confirmation que les matières fissiles qui ont été déclarées volontairement comme stocks excédentaires résultant du désarmement nucléaire ne sont pas récupérées pour la fabrication d'armes nucléaires; confirmation que les matières fissiles à usage civil n'ont pas été détournées aux fins de fabrication d'armes nucléaires. J'en termine ici quant à la vérification et ne détaillerai donc pas l'argumentation de ces quatre modalités.

S'agissant des stocks, cet élément a souvent été masqué par la question générale de savoir s'il faut inclure les stocks existants dans le champ d'application d'un TIPMF. Nous préférons proposer d'examiner cette question en se fondant sur ce que signifient au sens d'un TIPMF les termes «stocks existants» et «inclusion dans le champ d'application».

Nous suggérerions trois grandes catégories de stocks: stocks pour la fabrication d'armes nucléaires; stocks à des fins non explosives ou à des fins militaires classiques; stocks déclarés excédentaires par rapport aux besoins militaires.

Premièrement, nous devons attendre que les débats portent sur la nécessité d'inclure une obligation de réduction ou d'élimination future concernant la première catégorie de stocks. Toutefois, au minimum, le transfert vers un pays tiers devrait être interdit. De plus, il conviendrait d'examiner l'adjonction de strictes obligations en matière de comptabilité et de contrôle par les États, de mesures visant à accroître la transparence telles que les déclarations volontaires, ainsi que d'obligations de protection physique en vue de renforcer la sécurité nucléaire.

Ensuite, concernant les stocks à des fins non explosives, il s'imposera au minimum de prévoir une interdiction de détournement en vue de la fabrication d'armes nucléaires et une interdiction de transfert vers un pays tiers.

Enfin, la «récupération à des fins militaires» de stocks déclarés comme excédentaires par rapport aux besoins de défense, en d'autres termes, leur détournement aux fins de fabrication d'armes nucléaires, devrait être interdite. En outre, concernant des stocks déclarés comme excédentaires, on pourrait envisager de rendre obligatoire leur vérification, ainsi que de les réduire et les éliminer à l'avenir.

Ces dernières années, nous avons, à maintes reprises, examiné ces questions relevant d'un TIPMF. Il est grand temps d'entamer les négociations. Parallèlement, toutefois, un examen technique et scientifique approfondi est nécessaire. À cet égard, le Japon souhaite

débattre ces questions en séances plénières et également à fond lors d'une réunion technique parallèle avec la participation d'experts.

**M. Peláez** (Argentine) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, comme à la session plénière précédente, ma délégation désirerait poursuivre l'exercice que vous avez suggéré, à savoir traiter principalement quelques points de l'ordre du jour.

À ce propos, eu égard aux points 1 et 2, je souhaiterais aborder la question de l'interdiction de la production de matières fissiles destinées aux armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Sans m'attarder sur les avantages que l'ouverture de négociations sur ce type de traité apporterait aux travaux de la Conférence, comme il ressort de nos débats en cours sur le programme de travail, je souhaiterais me consacrer aux aspects de fond d'une éventuelle négociation. Ces dernières années, nous avons enrichi nos échanges dans le cadre d'une longue série de réunions informelles durant la Conférence du désarmement. Les rapports des différents coordonnateurs de ces réunions servent de guide fort utile pour déterminer les aspects importants d'un futur traité.

À cet effet, permettez-moi de faire les observations suivantes: en premier lieu, concernant la question des buts et objectifs, un TIPMF devrait, selon ma délégation, être un instrument qui vise tant à prévenir la prolifération nucléaire qu'à encourager le désarmement général et complet. Deuxièmement, eu égard aux définitions, nous approuvons le principe qu'une définition des matières fissiles devrait tenir compte des suggestions formulées par l'AIEA au titre des accords de garanties dans le cas des matières directement utilisables telles qu'uranium hautement enrichi et plutonium. Un certain type de dispositions spéciales pourraient être envisagées, toutefois, pour d'autres matières qui, sans être directement utilisables, peuvent servir à fabriquer des armes nucléaires. Dans le même esprit, nous estimons qu'il est essentiel que les activités et les matières relevant du cycle de combustion nucléaire à des fins pacifiques soient exclues clairement et catégoriquement du champ d'application de l'instrument. En d'autres termes, le droit inaliénable de tout pays au développement pacifique de l'énergie nucléaire, y compris la production d'uranium hautement enrichi, doit être protégé.

Troisièmement, durant les débats ayant eu lieu au cours des années précédentes, il a été déterminé un plus petit dénominateur commun, à savoir que le traité devrait interdire toute production future. En partant de ce principe, les possibilités qu'offre un traité ne devraient pas être limitées à priori par une interdiction des matières, des installations ou des procédés qui pourraient relever du traité au titre d'obligations distinctes et selon différents objectifs et degrés de vérification. Nous constatons la sensibilité politique liée à la question des stocks, mais il faut reconnaître que l'existence de matières directement utilisables, dont la quantité et les emplacements sont inconnus et qui ne sont pas soumises à vérification, apporte un élément d'incertitude dans tout futur traité.

Quatrièmement, l'Argentine maintient que, pour être efficace, tout instrument relatif au désarmement et à la non-prolifération exige un mécanisme de vérification crédible. Dans le cas d'un TIPMF, le mécanisme doit être établi sur la base des principes de non-discrimination et d'irréversibilité. C'est pourquoi la difficulté consiste à concevoir un régime de vérification qui établisse un juste équilibre entre cette limitation et ce que les États estiment crédible, par exemple en soumettant les stocks à un contrôle de variation.

Nous devrions tenir compte des apports de l'AIEA sur cette question, qui pourraient faciliter nos débats. Ma délégation continue de soutenir que la recherche d'un équilibre entre un degré acceptable de vérification et des mécanismes inutilement coûteux qui font peser de lourdes charges sur les États appelle une démarche ciblée.

Il convient de mentionner, par exemple, les données d'expérience technique et institutionnelle acquises par l'AIEA en matière de vérification – notamment dans le cadre

de l'initiative tripartite – qui seront fort précieuses au moment d'analyser les mécanismes possibles de vérification pour un TIPMF et d'en convenir.

Enfin, même si ce dispositif a été reconnu comme un élément indispensable de tout traité futur, il est bon de rappeler notre position selon laquelle aucun mécanisme de vérification ne devrait imposer, aux États non dotés d'armes nucléaires et parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), de nouvelles obligations autres que les mécanismes de vérification existants convenus avec l'AIEA.

**M. Khabbaz Hamoui** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*): Monsieur le Président, je ne doute pas que vous me permettiez, avant de présenter mon exposé, de saluer la déclaration excellente et pragmatique que l'Ambassadeur du Brésil vient de prononcer.

La Conférence du désarmement entamera ses travaux de cette année sous votre présidence. Nous sommes tous certains que la Conférence parviendra à progresser concrètement dans ses travaux grâce à votre détermination comme à celle des présidences de la Conférence en 2011. On relève une prise de conscience accrue de l'importance de la Conférence, malgré les critiques et réserves exprimées et les insinuations. Toutefois, comme de nombreux représentants l'ont mentionné, le succès de la Conférence repose sur la bonne volonté dans certaines grandes capitales et une véritable intention d'obtenir des résultats, ainsi qu'une volonté politique manifeste. Je souhaiterais rappeler que cette bonne volonté est un facteur essentiel qui a permis à la Conférence d'aller de l'avant. Notre adoption, par consensus, de la décision CD/1864 en mai 2009, rédigée par M. Idriss Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie, est un excellent exemple de la façon dont le respect mutuel et une connaissance des questions soumises à toutes les parties peuvent produire des résultats satisfaisants – à l'inverse des pressions exercées sur les peuples ou de l'indifférence à l'égard de leurs droits et leurs intérêts.

Nul ici présent ne saurait contester l'importance des négociations concernant l'une des questions fondamentales de la Conférence, à savoir un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles (TIPMF). Toutefois, la raison pour laquelle l'attention se porte en priorité sur un tel traité est étrange et préoccupante. Pourquoi fait-on abstraction des trois autres questions fondamentales tout aussi importantes que ce traité, voire plus importantes encore? Comment entamer des négociations sur un traité, alors que le deuxième élément fondamental – l'élimination des stocks –, que vise l'article VI du Traité sur la non-prolifération, est laissé de côté?

Dans notre région, que le monde qualifie de sensible, un État ne cesse d'intensifier son arsenal nucléaire et de produire de nombreux composants, notamment des matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires meurtrières, sans faire l'objet des moindres contrôles, vérifications ou inspections de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique, au motif que cet État refuse d'adhérer au TNP. Comment des pays de la région et du monde entier peuvent-ils accepter une situation aussi singulière et entamer des négociations sur un TIPMF dans ces circonstances, alors que cet État menace ses voisins, au mépris total des principes de la légitimité internationale? Ces mêmes pays doivent-ils accepter cette situation anormale que quelqu'un veut nous imposer, situation où rien n'indique que cet État doté d'armement nucléaire doit éliminer ses stocks et permettre aux organes internationaux d'inspecter ses installations et sites nucléaires?

Nous rappelons la déclaration du Groupe des 21, prononcée par son coordonnateur en février 2010. Le Groupe y exprime sa conviction que le désarmement nucléaire et la non-prolifération sont deux éléments interdépendants de même importance. Il y est dit que les négociations sur le désarmement nucléaire doivent commencer et aborder d'autres questions fondamentales, mais également que les engagements en découlant doivent être

acceptables par tous et tenir compte des préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité nationale, régionale et internationale.

Des négociations relatives à un TIPMF, menées dans les règles et fondées sur deux critères essentiels – la vérification effective et l'élimination des stocks – constitueront sans aucun doute une avancée. Toutefois, il serait préférable que ces négociations soient l'occasion de s'attacher à régler d'autres questions, notamment le désarmement nucléaire, les garanties négatives de sécurité et la prévention de la militarisation de l'espace. De plus, des négociations sur un TIPMF seront avantageuses et fructueuses si elles sont considérées comme des éléments du mécanisme de désarmement nucléaire.

En conclusion, la délégation syrienne manifesterà sa franchise et sa réactivité; elle coopérera avec vous, Monsieur le Président, ainsi qu'avec les présidents à venir. Elle espère qu'un climat de compréhension des intérêts et des préoccupations de toutes les parties régnera dans nos travaux et que tous risques de critique, d'intransigeance et d'accusation seront rejetés.

**M. van den IJssel** (Pays-Bas) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer nos remerciements et de vous féliciter, ainsi que vos collaborateurs, de l'excellence avec laquelle vous dirigez les débats. Nous vous assurons de notre plein appui durant tout l'exercice de votre mandat. Permettez-moi de souligner d'emblée que je m'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et que nous souhaiterions ajouter quelques observations dans une perspective nationale.

Croire au progrès du multilatéralisme, comme il est souvent déclaré, revient à constater 999 pas en arrière, tout en persistant à espérer le millièmè pas en avant. Nous n'avons perdu aucun espoir, en ce qui concerne ces négociations, que ce millièmè pas s'accomplisse.

Je souhaiterais vous remercier de cette occasion d'examiner le thème d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles (TIPMF) durant la réunion plénière de la Conférence du désarmement. Comme ma délégation l'a affirmé à maintes occasions par le passé, les Pays-Bas accordent la priorité absolue à l'ouverture et la conclusion rapide de négociations concernant un TIPMF vérifiable. Nous sommes persuadés qu'un tel traité servira les enjeux de sécurité de tous les membres de la Conférence du désarmement et de la communauté internationale, tant dans la perspective du désarmement nucléaire que pour des motifs d'encouragement à la non-prolifération des armes nucléaires. Comme mon collègue japonais l'a déclaré la semaine passée et l'a rappelé aujourd'hui, je ne puis concevoir une voie menant vers un monde exempt d'armes nucléaires sans interdiction préalable de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires.

Les Pays-Bas ont toujours privilégié une démarche progressive comme étant la meilleure manière de réaliser le désarmement nucléaire. Des négociations sur un TIPMF constitueraient la prochaine étape logique pour la Conférence du désarmement qui prendrait au sérieux ses travaux sur le désarmement nucléaire. Un TIPMF est un élément essentiel pour compléter le régime actuel des instruments dans le domaine nucléaire. À notre sens, la formule «tout ou rien» préconisée par certains États, selon laquelle l'attention devrait porter entièrement sur un instrument interdisant l'emploi et la possession d'armes nucléaires, passant outre toutes mesures intermédiaires, n'est ni crédible ni réaliste.

Nous ne voyons aucune raison de différer davantage l'ouverture de ces négociations. Le thème est à l'ordre du jour sur la scène internationale depuis au moins vingt ans. Des travaux préparatoires ont été déjà abondamment entrepris en ce sens. Au fil des ans, nous avons examiné la question à la Conférence du désarmement sur un mode tant formel qu'informel. En dehors de la Conférence également, des travaux importants ont été accomplis, lesquels ont été remarquablement étayés. Je citerai comme exemple les travaux minutieux réalisés par le Groupe international d'étude sur les matières fissiles.

Dans ce contexte, je souhaiterais évoquer le document CD/1878. Par ce document, les Pays-Bas, conjointement avec le Japon et le Canada, ont transmis à la Conférence du désarmement, aux fins d'examen, un projet de traité assorti d'explications article par article. Sans toutefois traduire notre position nationale dans son intégralité, ce projet contient de nombreux éléments utiles. Un important travail a été accompli et de nombreuses informations sont disponibles. Toutefois, je partage l'avis de mon collègue australien que nous pourrions tous tirer des enseignements des perspectives techniques de certaines des principales questions liées à un TIPMF.

Quant à la teneur d'un TIPMF, comme il est de nouveau ressorti durant la réunion de haut niveau à New York en septembre dernier, la nécessité de plafonner la production de matières fissiles est l'objet d'un large consensus international. Selon les Pays-Bas, le mandat Shannon demeure, par sa souplesse, un bon moyen d'amorcer nos négociations. Nous nous adaptons pour autant que les stocks préexistants de matières fissiles destinés à la fabrication d'armes soient inclus dans les futures négociations. Le mandat Shannon offre une base propre à l'examen de ce point dans le cadre de négociations. Une démarche souple ou graduelle pourrait également être une option, comme le Brésil l'a proposé l'an passé. Un TIPMF devrait viser un maximum de transparence et de possibilités de vérification. L'AIEA et son système des garanties devraient intervenir à cet égard. Un traité devrait, selon nous, comprendre, outre une interdiction de la production, des dispositions qui proscrirent des transferts, des acquisitions et des activités d'assistance connexes.

Il est certain que nos vues peuvent diverger sur ce que devrait contenir la version finale d'un TIPMF. À ce propos, ce traité ne diffère pas de nombreux autres instruments internationaux, notamment ceux dont la négociation a abouti dans cette salle. Toutefois, à l'instar d'autres négociations relatives aux traités, tous les États ont la possibilité de défendre leurs intérêts nationaux durant les négociations, chacun étant tenu de décider, à la fin de l'exercice, s'il peut ou non en appuyer l'issue.

Je me souviens (en espérant que ma mémoire ne me trahisse pas, sinon je prie mon collègue chinois de m'excuser), étant à peine arrivé ici à la Conférence du désarmement pour la première fois, demeurant impressionné par la qualité de l'assistance, qu'après un long débat sur des négociations en vue d'un TIPMF, notre éminent collègue chinois a déclaré, citant peut-être le slogan de Nike, «Agissons». Près d'un an et demi après, rien ne s'est produit et j'entends encore ces mots, qui me plaisent toujours. Agissons! Nous sommes prêts, Monsieur le Président.

**M. Gartshore** (Canada): Vous savez probablement tous dans cette salle que le Canada accorde une grande importance à l'ouverture des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. En 1995, l'ancien Ambassadeur du Canada, Gerry Shannon, a dirigé des consultations qui ont mené à une entente entre les membres de la Conférence du désarmement sur un mandat de négociations, mandat qui continue de bénéficier d'un large appui. Plus récemment, à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a dirigé le processus d'adoption d'une résolution sur un traité interdisant la production de matières fissiles, laquelle a fait l'objet d'un consensus en 2009. Bien qu'un consensus n'ait malheureusement pas été obtenu en 2010, il demeure évident qu'une large majorité des États Membres de l'ONU et de la Conférence appuient la tenue de négociations sur un tel traité.

Le Canada demeure fermement attaché aux négociations sur ce traité tel que prévu par le mandat Shannon décrit dans le document CD/1299, selon lequel les conditions relatives à tout traité interdisant la production de matières fissiles doivent être abordées dans le cadre des négociations elles-mêmes. Bien que le Canada ait des opinions particulières sur un grand nombre de points, ce n'est qu'en entamant des négociations que nous pouvons nous montrer plus précis sur les difficiles enjeux politiques et techniques. Ce

processus occuperait une grande partie du temps et des délibérations de la présente Conférence. Toutefois, nous devons commencer dès maintenant si nous voulons mettre un terme à la prolifération verticale et horizontale continue des armes nucléaires.

Ces dernières années, le Canada a clairement indiqué ses positions initiales sur les nombreux volets d'un traité sur les matières fissiles dont il faudrait tenir compte pendant les négociations, dont les trois éléments interdépendants que sont la portée du traité, les définitions qu'il contiendrait et la vérification de son application. J'aimerais vous présenter rapidement certaines des opinions du Canada sur chacun de ces trois éléments. Naturellement, ces opinions générales feront l'objet d'un examen et seront précisées au moment où les négociations sur un traité commenceront enfin.

La détermination de la portée appropriée du traité fait corps avec son efficacité car elle permettra de définir les éléments qu'il couvrira et donc les installations qui devront faire l'objet de contrôles et d'inspections. Dans la détermination de la portée du traité, on doit également aborder la question de l'utilisation des matières fissiles à d'autres fins que la fabrication d'armes.

En outre, la question des stocks existants de matières fissiles demeure difficile et litigieuse. Le Canada a soumis, dans les documents CD/1578 de mars 1999 et CD/1770 de mai 2006, des propositions dans lesquelles il a tenté de définir les étapes d'une démarche en vue de s'attaquer à l'enjeu que constituent les stocks de matières fissiles au moyen de mesures transparentes, de déclarations et de techniques d'élimination.

*(L'orateur poursuit en anglais)*

Étant donné l'heure, je vais abréger mes remarques, mais le texte intégral a été, me semble-t-il, distribué. Je passe maintenant à la question des définitions.

La définition des «matières fissiles» et de la «production» dépendra des décisions concernant la portée et les dispositions en matière de vérification d'un TIPMF. Toute définition des matières utilisée dans ce traité doit être suffisamment large pour que toutes les matières fissiles à des fins militaires, actuellement ou à l'avenir, soient englobées dans les dispositions. Le Canada est favorable à l'adoption de la terminologie pertinente de l'AIEA, le cas échéant, dans un TIPMF. Ainsi, telles que définies par l'Agence, les «matières directement utilisables non irradiées» s'entendent des matières nucléaires qui ont servi à la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires sans transmutation ni enrichissement. Ces définitions figurent dans un certain nombre de documents liés à un TIPMF, notamment le document de travail de l'Australie (CD/1775), le texte du projet de traité des États-Unis (CD/1777) et le texte du projet de traité du Groupe international sur les matières fissiles (CD/1878).

Concernant la vérification, les paramètres généraux pour un cadre de vérification et d'application comprennent cinq grands éléments: déclaration initiale, examen de la déclaration, mécanisme de suivi et d'évaluation permanent, conclusion fondée sur les résultats de cette vérification et, enfin, moyen de régler le non-respect.

Comme il est indiqué dans le document CD/1819 du Canada, le type de garanties de l'AIEA, qui comprend un accord sur les garanties de sécurité et un protocole additionnel, atteste que la vérification de l'emploi non déclaré de matières nucléaires est possible dans les États membres du TNP non dotés d'armes nucléaires. Grâce à son système renforcé de garanties, l'Agence a amélioré sa capacité d'assurer d'une manière crédible l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées.

En conclusion, l'enjeu qui nous attend n'est pas facile à relever, mais, avec clairvoyance et volonté politique, nous serons en mesure de trouver un terrain d'entente sur cette prochaine étape décisive. Comme ma délégation l'a déclaré mardi, et continuera d'y réfléchir, le Canada est convaincu que la négociation d'un traité interdisant la production de

matières fissiles destinées aux armes nucléaires est la prochaine étape concrète pour mettre un terme à la course aux armements nucléaires et créer les conditions propices à la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires.

**M. Jazaïry** (Algérie): Au cours des années passées, le problème s'est souvent posé de savoir comment meubler les sessions de la Conférence du désarmement. Ce matin, pour la première fois, vous nous avez dit qu'il fallait essayer de raccourcir nos propos parce que nous risquions de manquer de temps. Je vois dans cette évolution un heureux présage. Insha'Allah.

Suivant votre proposition, ma délégation évoque aujourd'hui la question des matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

Je dois dire que, comme celle de la Turquie, ma délégation a été inspirée par la sagesse et la profondeur des propos tenus ce matin par l'Ambassadeur du Brésil, M. Macedo Soares, et je l'en remercie.

L'Algérie est favorable à l'ouverture de négociations consacrées à un traité sur l'interdiction des matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au rapport Shannon (document CD/1299) et au mandat qu'il contient. Nous souhaitons engager ces négociations dans le cadre de la décision CD/1864 ou de toute initiative consensuelle s'inscrivant dans la même logique, dans la perspective de parvenir à terme à des négociations sur le désarmement nucléaire qui demeurent – et je tiens à le souligner comme l'Ambassadeur Soares – la première priorité de la Conférence. Je tiens à remercier dans ce contexte M. Faysal Khabbaz Hamoui, Ambassadeur de Syrie, pour ses propos élogieux.

Le rapport Shannon reprend l'accord conclu en application de la résolution 48/75 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la même question. Il fournit les critères de négociations et les éléments d'un tel traité. Il serait non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable.

À cet égard, je voudrais évoquer les éléments suivants: l'objectif, la portée et la vérification de cet instrument.

Le traité recherché devrait nous permettre de mettre en place une norme juridique contraignante, non discriminatoire et imposable à tous les États. Cette norme vise à interdire la production des matières fissiles destinées à fabriquer des armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires. Le traité est censé également interdire les détournements des matières fissiles civiles en vue de leur utilisation à des fins prohibées ou les détournements des matières récupérées dans le cadre des mesures de réduction des arsenaux nucléaires.

S'agissant maintenant de la portée du traité, nous pensons que les matières fissiles concernées par l'interdiction devraient être toutes les matières pouvant être utilisées à des fins prohibées. Toutefois, les matières fissiles destinées à servir à des fins pacifiques en tant que combustible nucléaire ou pour la propulsion des navires devraient être écartées de son champ d'application.

Par ailleurs, de l'avis de mon pays, le traité recherché devrait répondre à des objectifs tant de désarmement nucléaire que de non-prolifération. Comme le souligne le document du G-21 (CD/1549), le traité doit s'inscrire dans un processus aboutissant à l'élimination complète des armes nucléaires. Je fais écho ici à la position exprimée par M. Hamoui, Ambassadeur de Syrie, à ce sujet. La conclusion de cet instrument est l'une des mesures arrêtées par consensus lors des conférences d'examen du TNP de 1995 et de 2000 pour donner effet à l'article VI du TNP relatif au désarmement nucléaire. En effet, dans le cadre des négociations de cet instrument, nous ne devrions pas nous contenter d'interdire la

production future. Il importe d'aborder la question des stocks existants, comme le permet le rapport Shannon.

Le traitement de cette question répondrait également aux exigences de transparence, compte tenu du fait qu'il devrait permettre de prendre connaissance des stocks existants et d'assurer par conséquent le respect des engagements souscrits.

Pour être crédible, le traité devrait être assorti d'un régime de vérification efficace. À cet effet, il devrait permettre la détection en temps opportun de toute violation ou de tout détournement de matières fissiles à des fins interdites.

On ne saurait limiter le champ du régime de vérification aux seules installations militaires. C'est peut-être ambitieux et compliqué, mais nous préconisons une approche plus large à même de répondre aux objectifs du traité tels que nous les concevons. Le traité devrait être doté d'un régime de garanties s'appliquant à l'ensemble des matières, activités et installations nucléaires, civiles ou militaires.

L'objectif de cet instrument est identique à celui du TNP. Par conséquent, il nous semble que le régime de vérification du traité devrait s'inspirer des dispositions du TNP, des accords de garanties qui en découlent et des définitions des matières fissiles figurant dans l'article XX du Statut de l'AIEA. Dans ce contexte, nous tenons à souligner l'utilité de l'argumentaire développé ce matin à ce sujet par M. Suda, Ambassadeur du Japon.

L'efficacité du régime de vérification requiert également une transparence suffisante sur la production des matières fissiles et sur les stocks. Dans ce contexte, il y a lieu de procéder à l'établissement d'inventaires des matières fissiles militaires ou civiles, y compris celles récupérées sur les armes nucléaires visées par les traités bilatéraux et les mesures unilatérales de réduction des arsenaux nucléaires. C'est là un impératif pour assurer le respect et l'irréversibilité des engagements souscrits.

En ce qui concerne l'organe chargé d'assurer la vérification de la mise en œuvre du traité, il est encore prématuré à ce stade de se prononcer sur cette question. Nous pensons toutefois que l'Agence internationale de l'énergie atomique, de par son mandat, son expérience et ses compétences pourrait jouer un rôle important.

Malgré l'incapacité dans laquelle se trouve la Conférence d'adopter son programme de travail, il y a unanimité sur la vérification du traité et un courant de pensée largement favorable à une prise en compte de la problématique des stocks, prélude, nous l'espérons, à une évolution positive des esprits, voire à une convergence.

*(L'orateur poursuit en anglais)*

D'après ce que nous avons entendu ce matin, nous savons que certains participants continuent de défendre l'idée d'imposer un plafond aux stocks monstrueux de matières fissiles pour les contenir. Nous sommes nombreux toutefois à estimer que l'on ne maîtrise pas un monstre simplement en lui imposant des limites. En Afrique, nul ne s'aviserait de mettre des œillères au lion pour se protéger. Qui entend véritablement aborder la sécurité nucléaire doit réduire les stocks monstrueux.

*(L'orateur reprend en français)*

Le traité doit être conclu pour une durée indéterminée si on veut donner un sens pratique au principe d'irréversibilité en matière de désarmement.

La conclusion d'un tel traité n'est pas une fin en soi. Elle constitue une mesure de nature à renforcer la paix et la sécurité internationales. Associée au Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires dont nous souhaitons l'entrée en vigueur rapide, cette conclusion permettrait de renforcer le régime de non-prolifération. Le traité mettrait ainsi un terme au perfectionnement des armes nucléaires et encouragerait le désarmement

nucléaire. Ce serait également un moyen de se prémunir contre la menace de terrorisme nucléaire. Enfin, un tel traité serait de nature à contribuer à réduire les craintes induites par la problématique du cycle du combustible et de l'enrichissement de l'uranium à des fins pacifiques.

La progression des négociations sur ce traité doit aussi permettre simultanément le passage au stade de la négociation d'instruments multilatéraux relatifs aux autres questions clefs que sont le désarmement nucléaire, les garanties négatives de sécurité et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En conclusion, la Conférence demeure le cadre approprié pour négocier ce traité. Nous partageons à cet égard la position exprimée par notre collègue, M. Loshchinin, Ambassadeur de la Fédération de Russie, lors de la séance plénière du 1<sup>er</sup> février, selon laquelle le recours à des cadres parallèles pour discuter de cette question serait contreproductif.

**M<sup>me</sup> Arango Olmos** (Colombie) (*parle en espagnol*): Depuis l'invention de la bombe atomique, le monde observe l'effet pernicieux des armes nucléaires. La menace nucléaire a mis en péril l'existence même de l'humanité. Nonobstant, la communauté internationale n'a pas interdit ces armes meurtrières de destruction massive.

L'élimination complète des arsenaux nucléaires est la seule manière de nous libérer de cette menace. C'est pourquoi nous rappelons qu'il faut d'urgence élaborer un instrument international contraignant qui interdise la mise au point, la production, le stockage et l'emploi d'armes nucléaires. C'est l'une des tâches à mener à bien dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Nous sommes persuadés qu'il existe des éléments pour nous aider à atteindre cet objectif. Les propositions soumises par certaines délégations et les positions de pays et groupes de pays, tels que le Groupe des 21, sont au cœur de nos débats et éventuelles négociations pour établir un monde exempt d'armes nucléaires. De même, la situation internationale en matière de désarmement nous offre une occasion idéale.

La Colombie soutient la participation de la société civile à cette démarche. Nous estimons que ses apports peuvent contribuer à nos travaux à l'instar d'autres réunions multilatérales sur le désarmement. Toutefois, la capacité de négocier et de prendre des décisions appartient aux États Membres. Entre-temps, il existe des instruments internationaux qui peuvent nous aider à avancer vers un monde exempt d'armes nucléaires, notamment le Traité sur la non-prolifération, pierre angulaire du système de désarmement et de non-prolifération en ce sens qu'il oblige les États dotés d'armes nucléaires à prendre des mesures visant à cesser la course à l'acquisition et à la mise au point de ce type d'armement et à parvenir au désarmement nucléaire intégral. À cet égard, la Colombie rappelle qu'il est impératif de faire adopter universellement et appliquer concrètement le TNP, en particulier ses trois fondements: désarmement, non-prolifération et utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Dans ce domaine, nous encourageons vivement les États dotés d'armes nucléaires à respecter leur ferme engagement à éliminer leurs arsenaux nucléaires en vue d'un désarmement général et complet.

Nous soulignons également la nécessité d'adopter le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin d'empêcher non seulement la production de nouvelles armes nucléaires, mais également le perfectionnement des armes existantes et de libérer la planète des séquelles des radiations. Dans cette perspective, nous invitons tout particulièrement les États parties à l'annexe II à signer et ratifier cet instrument. Un moratoire sur les essais nucléaires devrait être appliqué jusqu'à l'entrée en vigueur de ce traité. Un autre élément est essentiel pour atteindre l'objectif du désarmement nucléaire: le renforcement du rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour vérifier et garantir que les programmes nucléaires sont uniquement et exclusivement de nature pacifique. Aussi, exhortons-nous les

États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier les accords de garanties et les protocoles additionnels.

La Colombie souligne également l'importance des traités relatifs à l'établissement de zones dénucléarisées, qui contribueraient le plus au désarmement et concrètement à la paix et la sécurité internationales, comme il ressort de la deuxième Conférence portant sur les zones exemptes d'armes nucléaires, tenue le 30 avril 2010 à New York. À cet égard, nous rappelons la nécessité de renforcer les zones existantes et invitons à en créer de nouvelles. De même, nous pouvons et devrions progresser autant que possible dans notre débat pour parvenir à adopter un instrument interdisant l'emploi des armes nucléaires. La Colombie souligne l'importance de la formation au désarmement et à la non-prolifération pour ainsi transformer les principes et modèles du passé et créer un esprit de paix. Renforcer la confiance entre les pays est également un élément essentiel de cet effort, en particulier dans des contextes régionaux.

En conclusion, ma délégation souhaiterait dégager deux dernières idées. Premièrement, nous rappellerons le droit inaliénable de tous les États de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en application des articles premier et II du Traité sur la non-prolifération. La coopération internationale est primordiale pour favoriser l'échange d'équipements et de matières, ainsi que la formation du capital humain à la science nucléaire, indispensable à l'exercice de ce droit. À cet effet, l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui préconise l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, peut contribuer au développement socioéconomique des États.

Deuxièmement, la Colombie souhaiterait faire ressortir la nouvelle dimension qu'ajoute à la prolifération des armes nucléaires la menace d'une utilisation de ce type d'armes de destruction massive par des terroristes et des groupes armés illégaux non étatiques, comme il a été reconnu dans différents instruments et décisions internationaux, notamment la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et la résolution 1540 du Conseil de sécurité. La Colombie ressent un devoir d'avertir la communauté internationale de ce risque.

Nous estimons que le désarmement nucléaire n'est pas une question isolée; il constitue une démarche étroitement liée à d'autres enjeux mondiaux. Éliminer la menace nucléaire nous permettrait de nous attacher à résoudre les problèmes graves que nous connaissons tous – pauvreté, pandémies et changement climatique. La communauté internationale désire un monde pacifique et sûr, exempt d'armes nucléaires. La Conférence est tenue moralement d'atteindre cet objectif et de remplir pleinement cette attente. Nous espérons qu'une volonté politique et un esprit de conciliation prédomineront et que, dans le cadre de la Conférence du désarmement, nous puissions accomplir des progrès décisifs et notables vers l'établissement d'un monde sans menace nucléaire.

**M. Rojas Samanez** (Pérou) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi, en premier lieu, de vous féliciter d'assumer la présidence de notre Conférence et de vous souhaiter un plein succès dans vos travaux. Ma délégation renouvelle son plein engagement à atteindre les objectifs qui ont été fixés en ce premier et, dirais-je, fondamental stade de la présente session de la Conférence.

Trois ans après et, ce qui est plus important encore, après que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont tenu une réunion de haut niveau en septembre dernier pour examiner l'état du mécanisme multilatéral pour le désarmement, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, nous a expressément exhortés à surmonter une fois pour toutes l'immobilisme qui a bloqué pendant longtemps la Conférence. Durant cette période, où nous n'avons pu adopter un programme de travail qui nous permette d'entamer des négociations de fond, nous ne sommes toutefois pas restés les bras croisés. Comme nous le savons tous, la Conférence et, en particulier, tous les présidents qui se sont succédé ont

multiplié les efforts pour relever les énormes défis que lance à la Conférence le contexte politique complexe de la sécurité de toutes les nations. Tout au long de ces quinze dernières années, nous avons conçu des formules et des mandats divers, nous avons établi une série de mécanismes judicieux de consultations, nous avons abordé les questions nous concernant dans nombre de cadres formels mais aussi informels et nous y sommes parvenus. Nous avons regroupé, classé par priorité et structuré nos questions, de différentes manières, dans le seul but de permettre que la volonté politique de progresser l'emporte définitivement et d'entamer nos travaux.

Mon pays estime que la recherche des raisons de cet immobilisme dans le règlement intérieur de la Conférence ou son *modus operandi* revient malheureusement à prendre le problème à l'envers. Cette perspective ou perception pourrait malencontreusement nous placer dans une situation encore plus délicate où non seulement la Conférence devient inutile et dépassée, mais également nous ne pouvons la remplacer par une autre structure qui nous offrirait des garanties accrues, du fait précisément de ces mêmes contraintes globales qui nous empêchent aujourd'hui d'aller de l'avant.

Nous avons tous la lourde responsabilité de nous assurer que les conditions permettant aux institutions multilatérales de favoriser et garantir la paix, la sécurité et le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, existent et soient renforcées. Toutefois, les États dotés d'armes nucléaires ont une responsabilité spéciale, qui incite mon pays à en appeler à chacun d'eux pour qu'ils abandonnent les considérations individuelles de sécurité et de dissuasion au profit de considérations générales et collectives, lesquelles, sans réduire la sécurité de chacun, permettront à notre planète de s'affranchir toujours davantage de la menace inquiétante d'un anéantissement nucléaire. Cet objectif a été et doit continuer d'être notre première priorité en matière de désarmement.

Dans quelques semaines, mon pays aura l'honneur d'accueillir une conférence régionale intitulée «Paix, sécurité et développement en Amérique latine», où nous traiterons de diverses initiatives sur le désarmement et la maîtrise des armes. Notre région, l'Amérique latine, qui a toujours été à l'avant-garde du désarmement, déploie actuellement ses efforts dans le désarmement classique, en particulier les armes ayant de graves conséquences humanitaires. Depuis plus de quarante ans, l'Amérique latine a pris une mesure essentielle pour ouvrir la voie au désarmement nucléaire en faisant de notre région la première zone dénucléarisée au monde. Ce résultat a été obtenu, alors que la situation internationale était extrêmement défavorable et délicate, grâce à la vision et à l'engagement indéfectible en faveur de la paix de personnalités telles que M. García Robles, Ambassadeur du Mexique, qui nous a laissé à tous un enseignement durable de ce qui peut être réalisé dans une perspective de sécurité véritablement collective.

Ma délégation est prête à entamer immédiatement les travaux de fond dans le cadre de la Conférence sur les quatre questions dites fondamentales et nous nous rallions à ceux qui ont exprimé leur appui à la proposition de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, selon laquelle nous devrions commencer sans tarder des négociations préliminaires informelles sur la question des matières fissiles pour la fabrication des armes nucléaires au sens le plus large possible et dans tous ses aspects, notamment production, vérification et réduction de stocks. Nous estimons que seul un examen détaillé de tous les aspects de cette question pressante nous permettra de déterminer ce qui est réalisable sur les plans technique et politique. Le mandat Shannon nous semble un guide fondamental pour aborder cette question, mais nous constatons qu'il n'impose aucune limite à l'examen de tous – et je souligne tous – les aspects des matières fissiles destinées aux armes nucléaires, dont il faut tenir compte pour établir un instrument international contraignant sur la question.

Jusqu'à l'ouverture de ces négociations, même de manière préliminaire, la Conférence doit ne pas perdre de vue, ni cesser d'examiner les autres questions fondamentales: désarmement nucléaire, garanties négatives de sécurité et prévention de la

course aux armements dans l'espace. Il existe différents degrés d'accords sur ces questions de même que de progrès techniques et juridiques accomplis. S'il est vrai que nous devons encore parvenir à un consensus sur certains points, nous disposons de propositions complètes de textes juridiques. Ma délégation estime par conséquent qu'un traitement équilibré de toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, adopté en 2009 sous la présidence de notre collègue M. Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie, ou figurant dans le document CD/1889 proposé par M. Macedo Soares, Ambassadeur du Brésil durant sa présidence, nous offrirait les meilleures bases pour adopter notre programme de travail durant cette première partie de notre session de 2011.

**M. Hoffman** (Allemagne) (*parle en anglais*): Ma délégation se félicite de cette occasion d'examiner les points essentiels de notre ordre du jour. Parallèlement, nous souhaiterions souligner que la Conférence du désarmement a pour tâche de négocier et, si possible, convenir d'instruments contraignants dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Nous invitons toutes les parties concernées à s'employer assidûment à atteindre cet objectif.

Aujourd'hui, nous examinons la question d'un traité sur les matières fissiles. Ma délégation appuie pleinement la déclaration de l'Union européenne.

Depuis les années 1950, les défenseurs du désarmement nucléaire ont recherché un traité qui limiterait la quantité de matières fissiles destinées aux armes nucléaires et jetterait les bases d'une réduction irréversible de ces armes. Il est juste de dire qu'aujourd'hui la communauté internationale est proche de l'unanimité pour chercher à ouvrir des négociations sur cette question à la Conférence du désarmement.

Il existe certes des raisons manifestes pour expliquer comment un TIPMF demeure ce qui est couramment appelé la «prochaine étape logique» dans la maîtrise et la non-prolifération des armes nucléaires. J'en citerai quelques-unes. Pareil traité offrirait une occasion unique de créer un dénominateur commun non discriminatoire imposant les mêmes obligations aux États dotés et aux États non dotés d'armes nucléaires. Il contribuerait également à améliorer la sécurité des matières nucléaires, notamment pour prévenir le risque que des groupes non étatiques s'emparent de ces matières. Il établirait la transparence concernant les installations nucléaires actuelles qui en sont dépourvues. Par conséquent, imposer une limite aux arsenaux nucléaires représenterait un autre jalon important dans une démarche équilibrée et progressive vers un monde exempt d'armes nucléaires.

Ainsi, les avantages d'un TIPMF sont indéniables. Toute collaboration pour aboutir à ce traité peut servir les intérêts tant mondiaux que nationaux. Néanmoins, les espoirs d'entamer de véritables négociations sur cette question ont été déçus pendant des décennies. Nous sommes heureux que certains obstacles du passé tels que lier l'ouverture de négociations à d'autres questions ou exprimer des doutes quant aux possibilités de vérifier un TIPMF, ont finalement été surmontés et que les partenaires concernés ont évolué à cet égard.

Toutefois, la Conférence du désarmement se trouve malheureusement aujourd'hui dans une situation où un seul État Membre, le Pakistan, résiste nettement à l'ouverture de négociations internationales relatives à un TIPMF en raison de préoccupations nationales concernant certains éléments liés à la coopération nucléaire civile. L'Ambassadeur Akram a, le 25 janvier 2011 dans cette salle, expliqué ses craintes que cette situation accentue davantage le déséquilibre dans les stocks de matières fissiles de la région au détriment des intérêts du Pakistan en matière de sécurité.

Permettez-moi de revenir sur cette déclaration. Premièrement, nous estimons que les États devraient se demander véritablement s'ils souhaitent prendre la responsabilité

d'empêcher la communauté internationale de commencer à rechercher des solutions mutuellement acceptables dans le cadre des négociations.

Cela revient concrètement, soyons clairs à ce sujet, à condamner la Conférence du désarmement à l'immobilité. Je rappellerai en substance les paroles que le Secrétaire général de l'ONU a prononcées dans cette salle, le 26 janvier: les membres doivent accepter que ce privilège (de la règle du consensus) ne va pas sans responsabilité; un ou deux pays ne doivent pas pouvoir bloquer le processus indéfiniment. En fait, nous ne pensons pas qu'il soit dans l'intérêt à long terme de tout État de bloquer l'ouverture de négociations auxquelles la quasi-totalité de la communauté internationale aspire.

Deuxièmement, nous avons noté avec intérêt l'observation de l'Ambassadeur Akram, dans sa déclaration du 1<sup>er</sup> février 2011, qu'un traité qui garantirait la réduction des stocks de matières fissiles et interdirait toute production future constituerait un objectif bien plus cohérent. M. Akram a poursuivi en affirmant qu'il s'agissait selon lui d'un dessein que la majorité de la communauté internationale soutient. Si le Pakistan apprécie ainsi la situation, et l'orateur pourrait avoir raison, ne serait-il pas judicieux d'examiner ce même point lors des négociations? Comme nous le savons tous, le mandat Shannon n'empêche explicitement aucune délégation de soulever cette question précise.

L'Allemagne est depuis longtemps parmi les défenseurs d'un traité sur les matières fissiles. Nous avons tenté de formuler une autre conception notamment dans un document de travail intitulé «Donner un nouvel élan au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles», soumis en 2008 au Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2010. À la fin de 2009, alors que nous espérions encore que les négociations relatives au TIPMF commenceraient rapidement, nous avons accueilli un séminaire sur ce traité à Berlin où un certain nombre de collègues ici présents ont participé.

Ma délégation attend avec intérêt des débats plus approfondis sur les dispositions essentielles d'un traité relatif aux matières fissiles. Permettez-moi à ce stade de souligner quelques éléments fondamentaux. Un TIPMF devrait interdire la production de matières fissiles «directement utilisables» pour la fabrication des armes nucléaires selon les définitions de l'AIEA; le détournement de matières fissiles à usage civil, avant ou après l'entrée en vigueur d'un traité, vers la fabrication d'armes nucléaires; la réutilisation de matières fissiles découlant de mesures sur le désarmement.

Eu égard à la question controversée des stocks, nous estimons qu'il sera nécessaire d'équilibrer des conceptions opposées. La forme que toutes mesures respectives pourraient prendre dépendra de nombreux facteurs qui devraient être examinés au moment voulu. Ce que nous pouvons affirmer présentement est qu'au minimum la transparence sera une question prioritaire à notre ordre du jour pour faire de ce traité un exercice constructif.

Enfin, la vérification revêtira évidemment une importance primordiale. Le régime dépendra de la portée du traité, mais, en principe, nous privilégierons un régime de vérification non discriminatoire, multilatéral et efficace, où les mêmes règles s'appliquent à tous les États parties. Ma délégation sera très satisfaite de participer au futur débat sur ces points.

**M<sup>me</sup> Higgie** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*): Comme ma délégation l'a précisé dans une déclaration récente sur la question du désarmement nucléaire, la Nouvelle-Zélande n'a cessé de soutenir l'ouverture de négociations sur un traité concernant les matières fissiles. Nous affirmons depuis longtemps qu'un tel instrument contribuera notablement tant à la non-prolifération qu'au désarmement nucléaire.

Plus les négociations sur ces questions tarderont, plus la production de matières fissiles, ainsi que les possibilités d'accroître le nombre et la taille des arsenaux augmenteront.

Des négociations concernant un traité sur les matières fissiles peuvent être menées selon différentes modalités. Loin d'évoquer ici la question de procédure portant sur la manière dont nous amorçons des négociations, je préfère me concentrer sur certains éléments d'un régime propre aux matières fissiles; le mot régime est délibéré car il se peut qu'un instrument ou traité unique soit insuffisant à l'issue de nos travaux sur cette question. Un régime ou dispositif peut être un moyen de rapprocher, voire concilier, les opinions divergentes qui persistent, par exemple, sur la question de la prise en compte des stocks existants de matières fissiles.

Permettez-moi à ce stade de mentionner le dernier rapport du Groupe international sur les matières fissiles. Dans l'introduction de son rapport, le Groupe note qu'en 2010 il s'est attaché à établir de nouvelles estimations de la production historique et des stocks courants d'uranium hautement enrichi et de plutonium dans les six États dotés d'armes nucléaires qui n'ont pas encore déclaré leurs stocks. Ensuite, le Groupe examine les déclarations officielles de production et de stockage de matières fissiles des États-Unis et du Royaume-Uni. Enfin, il présente des données sur l'uranium hautement enrichi et le plutonium dans les États non dotés d'armes nucléaires.

Manifestement, le Groupe estime que la fourniture de renseignements précis sur la production et les stocks d'uranium hautement enrichi et de plutonium est une condition indispensable pour progresser vers le désarmement nucléaire. Le Groupe estime que les stocks courants de matières fissiles sont supérieurs à ce qui est nécessaire pour soutenir les arsenaux nucléaires d'aujourd'hui et que les États dotés d'armes nucléaires devraient pouvoir déclarer d'importantes quantités de matières fissiles excédant les besoins militaires. On ne peut que soutenir la conclusion du Groupe que cette étude confirme le principe que tous les États dotés d'armes nucléaires doivent diffuser davantage de renseignements sur leur production et leur stockage de matières fissiles.

Selon une deuxième conclusion intéressante du même rapport, la plupart des États dotés d'armes nucléaires ayant cessé de produire des matières fissiles pour la fabrication de ces armes pourraient accroître de diverses façons la transparence et la confiance concernant la production passée de matières fissiles. Ainsi, le Groupe a suggéré d'élaborer des initiatives de coopération visant à comparer les modalités utilisées pour fermer les installations de production et mettre au point la comptabilité des matières qui y sont produites. Il estime que cela aidera à améliorer les méthodes de vérification des déclarations de stocks de matières fissiles par les pays.

Il ressort du rapport du Groupe qu'il n'est pas prématuré, avant même l'ouverture de négociations, d'étudier les perspectives de mesures pratiques à l'échelon national pour aider à présumer du résultat des négociations. Les initiatives de coopération du type suggéré par le Groupe sont un exemple; les déclarations officielles de production et de stocks de matières fissiles par les États-Unis et le Royaume-Uni, que je viens de mentionner, en sont un autre qui contribuera également à l'élaboration de mesures de vérification efficaces selon le nouveau régime.

Je n'entends pas présentement m'attarder sur les questions de vérification, mais je souhaite aborder la question des déclarations de stocks de matières fissiles dans le cadre du débat plus large sur les différentes possibilités, dans nos négociations, d'aborder le traitement des stocks existants. Ainsi, je souhaite attirer l'attention sur l'excellent document de travail que l'Autriche a présenté à la session de la Conférence en 2010 (CD/1895), lequel offre des aperçus très précis sur les dispositions que pourraient contenir tant un traité sur les matières fissiles que d'éventuels instruments parallèles tels que des déclarations.

Un traité, qui interdit la production future de matières fissiles tout en imposant des obligations en matière de déclaration, de réduction et d'élimination des stocks militaires existants d'une manière vérifiable, constituerait incontestablement le meilleur résultat de

nos négociations. Ainsi, la valeur de l'instrument concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaire serait maximisée. De nombreuses autres solutions sont également concevables.

Un traité sur les matières fissiles est réalisable seulement en tant que dispositif-cadre, l'instrument même étant complété de protocoles négociés à titre multilatéral, ou de déclarations unilatérales émanant des États concernés. Ces instruments complémentaires pourraient être examinés parallèlement aux négociations sur un traité ou après sa conclusion – et seraient théoriquement de nature contraignante.

Il pourrait être envisagé, par exemple, de subordonner les stocks existants à des déclarations exigeant des États qui les possèdent de mettre en place des méthodes de contrôle applicables aux matières de qualité militaire. Afin d'être conformes au TNP, ces déclarations devraient anticiper les réductions progressives de ces stocks par les États parties audit traité.

Les déclarations devraient, au minimum, permettre de préciser les quantités totales d'uranium hautement enrichi et de plutonium que possède l'État déclarant. Le Groupe prévoit que ces déclarations devraient, pour produire leurs effets, porter sur cinq catégories de stocks: ogives et composants d'ogives; matières considérées comme excédentaires par rapport aux fins militaires, mais toujours utilisées dans les armements; réserves pour les réacteurs navals et autres réacteurs militaires; combustible utilisé pour réacteurs militaires et stocks civils.

Certaines de ces catégories, qui soulèvent des questions particulièrement sensibles, ne se prêtent manifestement pas à des solutions instantanées. Dans le cas où des déclarations obligatoires pour certaines catégories de stocks ne sont pas réalisables, d'autres méthodes pourraient être envisagées, notamment: demander instamment aux États dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait de déclarer leurs stocks de matières fissiles de qualité militaire; inciter à conclure des accords visant à limiter le nombre d'installations nationales de production de matières fissiles par le biais d'approches multinationales en matière nucléaire et préconiser l'élimination, dans toute la mesure possible, de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi comme combustible de réacteurs civils et la prompt réduction de stocks existants de plutonium à des fins civiles.

Toutefois, quel que soit le rôle des déclarations dans le régime général conçu pour traiter la question des matières fissiles, l'essentiel est que le régime de vérification puisse établir la distinction entre des stocks détenus à la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de production et des stocks constitués illégalement après cette date.

Monsieur le Président, ma délégation souhaite poursuivre l'examen des aspects essentiels d'une négociation sur les matières fissiles. Nous vous remercions de cette possibilité que vous nous offrez et nous invitons vos successeurs à faire de même.

**M. Kam Woon-an** (République de Corée) (*parle en anglais*): Bien que cela puisse sembler tardif, prenant la parole pour la première fois sous votre présidence, je souhaiterais commencer par vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur, d'assumer cette importante fonction. Le débat d'aujourd'hui relatif à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, que vous dirigez avec compétence, a déjà contribué à améliorer notre compréhension et à entamer rapidement les négociations sur ledit traité.

Ces dernières années, nous avons engagé un débat sur un TIPMF. Malheureusement, toutefois, des positions différentes sur des questions essentielles résultant de préoccupations divergentes en matière de sécurité ont empêché d'accomplir des progrès notables. Néanmoins, à mon sens, aucune délégation dans cette salle ne contesterait la nécessité de mener des négociations sur un TIPMF en tant que tel. À ce stade, il appartient à la

Conférence du désarmement de rechercher les moyens de concilier les différents intérêts nationaux en matière de sécurité.

Comme il a été déclaré à maintes reprises, la République de Corée continue d'accorder une priorité élevée à l'ouverture de négociations sur un TIPMF le plus rapidement possible. En fait, ma délégation estime que cette question est proche du stade des négociations à la Conférence du désarmement et souhaiterait par conséquent que celles-ci commencent le plus tôt possible.

Toutefois, mon intention n'est pas aujourd'hui de rappeler la déclaration sur le *sollen* (ce qui devrait être) ou d'attirer l'attention sur des questions de détail. En revanche, je souhaiterais faire ressortir la perspective du *sein* (ce qui est). Aujourd'hui, le point concerne la manière de trouver des solutions. La semaine passée, le Secrétaire général de l'ONU a conseillé à la Conférence du désarmement d'engager un processus informel avant que nous convenions de négociations officielles sur un TIPMF dans le cadre de la Conférence.

Dans ce contexte, je loue votre initiative d'instaurer ce débat constructif portant sur un TIPMF. J'espère qu'il sera suivi de discussions plus thématiques sur des questions techniques plus précises pour nous permettre de renforcer la confiance et faciliter les négociations officielles. Eu égard à la compréhension déjà mentionnée, la délégation coréenne appuie pleinement la proposition australienne, autrichienne, américaine et japonaise. Comme il est dit souvent, le diable est dans les détails. Toutefois, le diable est parfois moins redoutable quand on l'affronte directement et courageusement. En outre, les détails élucidés peuvent contribuer à résoudre le problème majeur.

Permettez-moi de conclure en exprimant le vœu sincère que tous les États Membres n'épargnent aucun effort pour sortir la Conférence du désarmement de sa somnolence.

**M. Marschik** (Autriche) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie de diriger nos travaux et nous offrir la possibilité du débat d'aujourd'hui.

L'importance notoire que l'Autriche et ses partenaires de l'Union européenne attachent aux négociations concernant un traité sur les matières fissiles apparaît aujourd'hui dans la déclaration de l'Union européenne à laquelle l'Autriche souscrit pleinement.

Permettez-moi d'ajouter trois points selon notre perspective nationale. Premièrement, le bien-fondé d'un traité sur des matières fissiles a déjà été abondamment examiné par la Conférence, qui est convenue d'un mandat de négociation en 2009. Pour l'Autriche, ce type de traité, qui représente une étape indispensable et inévitable vers un monde exempt d'armes nucléaires, est cependant plus qu'un tremplin. Aujourd'hui même, ma délégation estime que la poursuite de la production de matières fissiles à des fins militaires est incompatible avec notre objectif commun d'élimination totale des armes nucléaires, contraire à l'action 1 du plan d'action de la Conférence d'examen du TNP en 2010 et également contraire à l'esprit de l'article VI du TNP. Nous nous félicitons des moratoires annoncés sur la production de matières fissiles et renouvelons notre invitation à tous les États dotés d'armes nucléaires de déclarer ces moratoires. Toutefois, nous avons manifestement besoin de ce traité. Seul un traité créera les structures et mécanismes juridiques nécessaires pour établir durablement la confiance et la sécurité.

Deuxièmement, il va dans dire que les négociations d'un TIPMF, dans le cadre de la Conférence du désarmement, donneraient un nouveau départ bienvenu à cet organe. Entre-temps, alors que la Conférence cherche à définir son rôle, nous ferions bien de compléter l'examen par d'autres moyens pour avancer dans notre réflexion. L'Autriche soutient les idées avancées sur un processus informel. Nous avons entendu les recommandations du Secrétaire général de l'ONU à cet égard. C'est exactement ce dont nous avons besoin et j'encouragerais les partenaires à y participer. L'Autriche y prendra

part pleinement. Nous préconiserons également d'inviter à ces rencontres des experts techniques de différentes organisations. Un examen approfondi des définitions des matières fissiles et de la production serait dans ce débat une bonne introduction.

Je me félicite des nombreuses idées et analyses intéressantes présentées ce matin par différentes délégations, en particulier sur la question des définitions et vous ne serez pas surpris que l'Autriche appuie la définition la plus large possible, tout en respectant les exigences de clarté, de précision et d'applicabilité. Nos débats à ces réunions et ici à la Conférence du désarmement bénéficieront du fait que l'idée même d'un TIPMF existe depuis des années. Nous ne partons pas de rien; nous pouvons nous fonder sur une vaste expérience, des débats et des connaissances acquises dans différentes organisations, des initiatives d'organisations non gouvernementales, des groupes d'experts et autres des décennies passées. Eu égard à la vérification, par exemple, question cruciale indépendamment de la portée et des dispositions finales du futur traité, l'efficacité, la crédibilité et l'utilité globales de l'instrument dépendront de la fiabilité, de l'exactitude et du fonctionnement d'un mécanisme de vérification. Nous pouvons à cet effet nous appuyer sur la pratique de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour établir et administrer des accords de garanties, des activités de vérification et de suivi. Il serait judicieux de s'y référer et de tirer parti de ces données d'expérience dans la suite de nos débats.

Enfin, troisièmement, au début de cette semaine, nous avons entendu une argumentation selon laquelle la persistance d'armes nucléaires était source d'insécurité et qu'il faut produire des matières fissiles pour déjouer cette insécurité et celle provenant d'autres sources. D'aucuns ont demandé, et je le demande également, si les armes nucléaires et les matières fissiles à usage militaire sont une source d'insécurité, pourquoi en souhaiterions-nous davantage? Ma délégation est fermement convaincue que des négociations multilatérales demeurent le meilleur moyen d'aborder les sources d'insécurité et de protéger les intérêts nationaux en matière de sécurité d'une manière durable et à long terme. L'Autriche serait partant favorable à l'ouverture immédiate de négociations sur un traité interdisant les matières fissiles, projet qui contribuerait tant au désarmement qu'à la non-prolifération et constituerait un élément fondamental pour créer un monde exempt d'armes nucléaires.

**M. Sajjadi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi de dire notre satisfaction quant à la manière dont vous dirigez les débats, et de vous assurer de la pleine coopération de ma délégation.

Nous sommes fermement convaincus que l'existence d'armes nucléaires est la plus grande menace pour la sécurité de toutes les nations. Le désarmement nucléaire demeure la principale priorité de ma délégation dans les travaux de la Conférence. Le débat à la précédente séance plénière de la Conférence du désarmement a révélé que tous les États non dotés d'armes nucléaires ont la conviction que l'arme nucléaire est illégale, illégitime, inhumaine et représente une menace grave pour l'humanité. Un grand nombre de membres de la communauté internationale, en particulier les membres du Mouvement des pays non alignés, n'ont cessé d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la menace que font peser les armes nucléaires sur la paix et la sécurité internationales, ainsi que sur la sécurité de chaque État. Ils ont par conséquent demandé à la communauté internationale de prendre des mesures immédiates pour éliminer cette menace.

Aujourd'hui, la communauté internationale est plus que jamais soucieuse de la persistance de milliers d'ogives nucléaires dans les arsenaux des États dotés d'armes nucléaires. Il nous faut adopter immédiatement des mesures urgentes à la Conférence du désarmement pour ouvrir les négociations sur un programme échelonné visant l'élimination complète des armes nucléaires, dans un délai précis, notamment une convention sur ces armes.

À cet égard, je souhaiterais renouveler notre appel visant à établir comme priorité absolue et dès que possible un comité spécial sur le désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement. Ces négociations doivent conduire à interdire légalement, de manière définitive, la possession, la mise au point, le stockage et l'utilisation d'armes nucléaires par tout pays, ainsi qu'à prévoir la destruction de ces armes.

Dans le même esprit, je souligne de nouveau qu'un TIPMF doit interdire les matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et qu'il ne devrait pas devenir un instrument dans le domaine exclusivement de la non-prolifération, ce que nous ne saurions approuver. Le TIPMF devrait représenter une avancée manifeste et décisive pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération dans tous leurs aspects. Il doit s'agir d'un instrument exhaustif, non discriminatoire, internationalement et effectivement vérifiable. La production passée et les stocks existants, ainsi que la production future de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires doivent relever du traité. Nous maintiendrons énergiquement nos positions à cet égard durant toute négociation sur un TIPMF à la Conférence du désarmement.

Nous sommes parvenus à une étape cruciale des travaux de la Conférence. Nous devons tirer parti de nos résultats dans le domaine du désarmement nucléaire. Nous estimons que chaque État a la responsabilité particulière de s'employer à lever la menace de l'existence d'armes nucléaires. Un TIPMF ne représentera une valeur ajoutée que s'il impose aux États dotés d'armes nucléaires un nouveau et ferme engagement et il doit, à cette fin, porter sur tous les stocks de ces mêmes États et devenir universel.

La Conférence devrait évoluer en pleine conformité avec son règlement intérieur. Compte tenu du besoin urgent d'éliminer la menace que font peser les armes nucléaires sur la communauté internationale, nous invitons les membres de la Conférence du désarmement à adopter et appliquer un programme de travail équilibré et exhaustif fondé sur son ordre du jour et abordant toutes les questions fondamentales selon son règlement intérieur.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie Monsieur l'Ambassadeur Sajjadi de sa déclaration. Avant de donner la parole à l'Afrique du Sud, il nous reste une vingtaine de minutes et les orateurs des pays suivants sont encore sur la liste: Pakistan, Italie, Inde, Chine, Suisse et Russie, ainsi qu'une demande de droit de réponse; il faut en outre s'occuper de quelques questions d'ordre technique. Par souci de garantir à chacun la possibilité de s'exprimer, nous poursuivrons jusqu'à 13 heures; puis je suspendrai cette séance pour la reprendre à 15 heures et terminer la liste des orateurs, ainsi que les quelques points d'ordre technique mentionnés. Entre-temps, je donne la parole à l'Afrique du Sud.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): Notre délégation se félicite de la déclaration et des pensées profondes transmises par M. Macedo Soares, Ambassadeur du Brésil. Nous avons également écouté certaines initiatives sur la manière de procéder. Nous y reviendrons en temps voulu.

Mardi, ma délégation a de nouveau affirmé sa position sur la question du désarmement nucléaire – qui demeure notre priorité absolue. Nous avons également précisé que l'Afrique du Sud s'est toujours opposée aux positions extrêmes qui, selon nous, empêchent depuis maintes années la Conférence d'avancer sur toute question de son ordre du jour. L'Afrique du Sud a également préconisé une démarche systématique et progressive sur la voie menant à un monde exempt d'armes nucléaires. C'est pour cette raison que ma délégation soutient pleinement des négociations sur un traité qui interdirait la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires et qui porterait sur la non-prolifération et le désarmement.

D'emblée, je souhaite bien préciser que ma délégation ne souscrit nullement à l'opinion formulée par certains membres de la Conférence du désarmement selon lesquels

un traité sur les matières fissiles est le seul thème qui se prête à des négociations. Vu sa nature, la Conférence du désarmement, qui est une tribune de négociation, est à même de négocier tout point à son ordre du jour, bien que nous admettions que la mise au point, dans le proche avenir, de dispositions internationales obligatoires porterait davantage sur certaines questions. Le fait que nous ne pouvons pas tous nous accorder sur les questions qui permettent plus ou moins d'aboutir à un accord ne devrait pas nous empêcher de traiter à fond les points de notre ordre du jour. Il conviendrait d'abandonner les querelles incessantes sur les questions de procédure au profit d'un examen approfondi des points à l'ordre du jour de la Conférence. À défaut, nous continuerons de nous interroger sur la raison d'être de la Conférence du développement comme moyen d'atteindre des objectifs de désarmement. La question qui nous est posée aujourd'hui est de savoir si la Conférence du désarmement pourra combler nos attentes ou si le moment est venu d'envisager d'autres options pour faire avancer des négociations multilatérales en vue de relancer les travaux que la Conférence du désarmement aurait dû entreprendre.

Nous connaissons tous l'historique des efforts de la communauté internationale pour parvenir à mettre au point ce type de traité à la Conférence du désarmement. À cet égard, nous rappelons en particulier le rapport que l'Ambassadeur Shannon a soumis en 1995 à la Conférence du désarmement sur les modalités les plus appropriées pour négocier un traité relatif aux matières fissiles, ainsi que les appels lancés par la Conférence d'examen et de prorogation du TNP en 1995 et de la Conférence d'examen du TNP en 2000 et 2010 invitant la Conférence du désarmement à entamer des négociations sur ce traité. Voilà quinze ans que le rapport Shannon a été soumis et que la Conférence du désarmement continue de se consacrer à un débat apparemment confidentiel sur la possibilité d'entamer des négociations.

Nous savons tous que les matières fissiles telles que le plutonium ou l'uranium hautement enrichi sont les principaux composants de la production d'armes nucléaires. La limitation de ces matières influera directement sur la maîtrise de la prolifération. De surcroît, il semble logique qu'une interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires constituerait une avancée importante sur la voie vers un monde exempt d'armes nucléaires. Un traité sur les matières fissiles renforcerait les idéaux consacrés par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et compléterait le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ma délégation estime que la mise au point d'un traité sur les matières fissiles constituerait également un élément fondamental de tout futur système qui sera garant d'un monde exempt d'armes nucléaires. Si nous avons vraiment l'intention de régler la question du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, nous ne pouvons différer davantage la négociation concernant un traité sur les matières fissiles.

Ce n'est pas seulement depuis l'adoption de la décision figurant dans le document CD/1864 en 2009 que la Conférence du désarmement ne peut entamer des négociations. Des membres se souviendront que de nombreuses questions ont, au fil des ans, rendu difficile tout accord sur l'ouverture de négociations relatives à un traité sur les matières fissiles, notamment le mandat d'un organe subsidiaire, les questions controversées des «liens», la portée du traité et l'éventuelle prise en compte de la production et des stocks de matières fissiles antérieurs, les doutes quant aux possibilités de vérification, l'utilité d'un traité sur l'arrêt de la production comme mesure de désarmement nucléaire effectif qui ne bloquera pas simplement le statu quo. Ces questions ont toutes contribué à maintenir la situation dans l'impasse. Nombre de ces éléments soulèvent des questions très importantes qu'il faudra résoudre. Toutefois, nous estimons que la plupart de ces points peuvent être réglés durant les négociations actuelles.

Au cours des nombreux débats officiels et nombreuses discussions informelles sur l'ordre du jour, le programme de travail et les manifestations parallèles de la Conférence,

ma délégation s'est employée à participer au débat concernant un traité sur les matières fissiles. En 2002, l'Afrique du Sud a également soumis à la Conférence du désarmement un document de travail consacré à un traité sur les matières fissiles, qui a été diffusé sous la cote CD/1671. Ce document contient des réflexions sur la portée et les exigences possibles d'un tel traité. Ce document étant mis à la disposition de toutes les délégations, je ne répéterai pas les éléments qu'il contient, mais je rappellerai brièvement nos positions générales.

L'Afrique du Sud estime que ce traité doit être un instrument non discriminatoire et vérifiable qui porte tant sur le désarmement nucléaire que sur la non-prolifération nucléaire. Premier pays à avoir mis au point, puis éliminé totalement ses armes nucléaires, l'Afrique du Sud est pleinement consciente des complexités liées à un futur traité. Contrairement aux arguments avancés par certains sur les limitations d'un futur traité, l'Afrique du Sud a, par son expérience, montré que malgré d'importantes difficultés techniques qu'il faudra reconnaître, tout peut être surmonté s'il existe la volonté politique requise. Nous admettons, par exemple, les difficultés relatives à la production antérieure de matières fissiles, mais nous sommes convaincus qu'un futur traité devra porter sur les stocks pour être un instrument crédible. Un traité sur les matières fissiles qui remplit des objectifs de désarmement devra également donner effet aux principes de transparence, d'irréversibilité et de vérification. Seul un traité résultant de négociations multilatérales en matière de désarmement peut déployer pleinement ses effets.

Pour conclure, ma délégation se félicite de l'occasion de participer à ce débat à la Conférence du désarmement. Nous espérons pouvoir bientôt nous joindre aux négociations sur un sujet très complexe, qui ne sauraient être différées davantage.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, selon votre demande, je m'en tiendrai à quelques points brefs et ne donnerai pas lecture d'une déclaration élaborée à l'avance.

En premier lieu, je souhaiterais assurer à l'Ambassadeur du Brésil que ses propos n'ont rien de fastidieux. Sa déclaration, aujourd'hui, a été la plus subtile, la plus importante et la plus approfondie que j'ai jamais entendue durant les deux années passées à cette tribune. Je voudrais également associer ma délégation aux membres qui ont aujourd'hui souligné la nécessité d'accorder la priorité absolue à la question de la négociation d'une convention sur le désarmement nucléaire.

Quant aux matières fissiles, je puis affirmer sans ambages que cette question est au cœur même de nos préoccupations en matière de sécurité. Nous avons expliqué jadis qu'en raison de nos contraintes régionales, le Pakistan a été forcé de rechercher des moyens de dissuasion nucléaire crédibles. Dans ce contexte, mon pays estime qu'il est très important de traiter la question du déséquilibre dans les stocks de matières fissiles. Nous constatons par conséquent que les mesures récentes sélectives et discriminatoires en matière de commerce nucléaire au titre de la coopération nucléaire civile renforceront ce déséquilibre et rendront encore plus dangereuse la menace que fait peser sur nous ce problème, d'où la position que nous avons adoptée quant aux négociations sur un TIPMF.

Dans ces circonstances, le traité tel que proposé est inapproprié, car il ne tient pas compte de certaines questions décisives, la plus importante étant celle des stocks. De plus, il existe plusieurs autres aspects que je souhaiterais exposer brièvement.

Examinons la question des définitions. La définition est un facteur essentiel dans ce domaine car elle déterminera la portée et le régime de vérification d'un futur traité. Nous devrions tenir compte non seulement de l'uranium hautement enrichi et du plutonium de qualité militaire, mais également de nouveaux types de matières qui ont évolué en fonction des progrès scientifiques; j'évoque en particulier l'américium 241, l'américium 243, le

neptunium 237 et le plutonium produit dans les réacteurs, qui peuvent aussi servir à fabriquer des armes nucléaires rudimentaires.

Ensuite, eu égard aux stocks, nous avons estimé qu'il faut tenir compte non seulement de la production future de matières fissiles, mais également des stocks existants. Les stocks antérieurs, actuels et futurs de matières fissiles doivent être considérés dans leur ensemble aux échelons régional et mondial. Un traité devrait faire cesser la production et surtout réduire les stocks d'armes pour régler la question des déséquilibres. Les suggestions faites sur des mesures volontaires, unilatérales ou bilatérales, ne seront pas efficaces et n'ont en réalité aucune chance de succès. S'il était possible d'appliquer des mesures bilatérales à cet égard, la question ne soulèverait aucun problème – du moins pour nous.

Nous devons également prendre en compte l'existence des énormes stocks détenus par les deux principales puissances nucléaires – représentant au minimum 900 tonnes d'uranium de qualité militaire et plus de 220 tonnes de plutonium de qualité militaire. Ces chiffres proviennent du *Global Fissile Material Report 2010* (rapport sur les matières fissiles de 2010). L'importance de ces stocks crée une situation où ces grandes puissances, même en cessant de produire des matières fissiles, conserveront suffisamment de matières pour continuer à fabriquer des armes nucléaires, si elles le souhaitent. Cette situation entraîne un risque de prolifération tant verticale qu'horizontale. Le déséquilibre dans les stocks aux échelons mondial et régional constitue par conséquent un facteur d'instabilité stratégique et, je le répète, a été accentué par les politiques sélectives et discriminatoires de certaines puissances.

Certains de nos collègues ont mentionné le mandat Shannon comme base d'examen de la question des stocks. Il se peut que l'«ambiguïté constructive» qui prévalait en 1998 ou peu après aurait suffi, mais dans les circonstances actuelles, en particulier pour nous, compte tenu des faits nouveaux que j'ai évoqués, la question ne saurait être examinée avec une ambiguïté constructive, quelle qu'elle soit, mais doit être traitée d'une manière très directe. Nous devons nous persuader que nous négocions un traité non seulement pour interdire la production future, mais également pour réduire les stocks existants.

Des questions de vérification se posent également, ainsi que le fait que le mécanisme de vérification proposé, selon les déclarations entendues, ne suffit pas à assurer et offrir le type de garanties requises pour disposer d'un traité véritablement vérifiable. Un régime de vérification solide et sûr nous permettra de déterminer l'ampleur des stocks, de surveiller le détournement de programmes civils à des fins militaires, ainsi que la production dans les arsenaux.

Compte tenu de ces préoccupations, nous souhaiterions suggérer, comme nous l'avons déjà fait – et je l'ai mentionné dans plusieurs de mes déclarations – qu'il serait opportun de conclure un accord que nous pourrions appeler «traité sur les matières fissiles» et non «traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles». La différence tient au fait qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles n'est tout au plus qu'un pas vers la non-prolifération, car, étant donné les énormes volumes existants de stocks déjà disponibles, les mesures de non-prolifération ne sont pas applicables dans ce contexte. Ce qu'il nous faut réellement est un traité qui réduira les stocks existants et interdira toute production future. À cet effet, les éléments ci-après doivent figurer dans un traité sur les matières fissiles.

Concernant la définition, nous devrions l'élargir en incluant, outre l'uranium hautement enrichi et le plutonium de qualité militaire, le neptunium et l'américium, comme je l'ai déjà déclaré. En matière de portée, un traité sur les matières fissiles devrait viser, au-delà de l'uranium hautement enrichi et du plutonium de qualité militaire, les matières fissiles utilisées pour la propulsion navale et stockées dans les réacteurs nucléaires, ainsi que le plutonium produit dans les réacteurs. Au sujet des stocks, un traité doit non

seulement interdire la production future, mais également aborder le problème de la réduction des stocks existants.

Quant aux vérifications, nous estimons qu'un mécanisme indépendant s'impose, comme il a été élaboré dans le cas de la Convention sur les armes chimiques et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ce mécanisme doit comprendre des inspections sur place et des inspections expérimentales. Compter sur les moyens techniques nationaux de vérification par l'AIEA ne suffirait pas. Concernant l'entrée en vigueur, le traité sur les matières fissiles devrait n'être applicable qu'une fois signé et ratifié par tous les États produisant ces matières.

Plusieurs pays parmi les groupes régionaux ont affirmé à cette tribune, mais également en privé, qu'ils sont effectivement favorables à un traité qui interdit la production future, mais également réduit les stocks existants. Je remercie la délégation qui a eu le courage de déclarer qu'elle ne soutient pas un tel traité et la félicite de sa franchise.

Permettez-moi d'ajouter deux derniers points. Premièrement, je souhaiterais répondre à l'Ambassadeur d'Allemagne, qui a rappelé ma déclaration antérieure et demandé si le Pakistan est prêt à empêcher un consensus international. Je lui dirai simplement que nous ne souhaitons pas empêcher un consensus international. Malheureusement, certaines circonstances qui menacent de saper notre sécurité nous ont contraints à adopter cette position. S'il faut en chercher la responsabilité, ce sont les pays qui ont, au nom du profit et de la politique des grandes puissances, pris des mesures contraires à leurs propres engagements internationaux en matière de non-prolifération. En ce qui concerne l'ajournement des travaux de la Conférence du désarmement, j'aurais souhaité que l'orateur mentionne le retard accumulé ces douze dernières années et non pas uniquement les orientations de ma délégation qui seraient à l'origine du retard de ces deux dernières années.

Enfin, il existe certaines propositions concernant des manifestations parallèles invoquées par l'Ambassadeur de Russie dont j'approuve les opinions; nous estimons que le règlement intérieur de la Conférence nous offre une marge suffisante pour nous permettre d'entreprendre des activités correspondant à celles proposées dans ces manifestations. Nous souhaiterions en savoir davantage à leur sujet, notamment comment seront-elles rattachées aux travaux de la Conférence du désarmement, car, selon nous, ces travaux ne devraient pas être entravés; s'il s'impose d'organiser des débats informels du type prévu dans ces manifestations, nous disposons de modalités qui ont servi l'an passé. Je ne vois aucune valeur ajoutée à ces manifestations mais, en tout état de cause, je suis prêt à me laisser convaincre et souhaiterais en savoir davantage à ce sujet.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie Monsieur l'Ambassadeur Akram de sa déclaration. Il est 13 heures et je compte suspendre la séance jusqu'à 15 heures. Toutefois, six orateurs sont encore inscrits sur la liste, ainsi que la Chine.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Concernant le programme pour cet après-midi, nous ne nous sommes pas préparés à une séance éventuelle et, de plus, nous avons d'autres engagements. Aussi, je suggérerais une alternative. Il reste six délégations sur la liste: nous pourrions demander à toutes les six de s'exprimer brièvement et simplement pour que chacune puisse prendre la parole à la présente séance aujourd'hui. Sinon, s'il faut tenir une autre séance, aucun programme, me semble-t-il, n'a été établi pour la quatrième semaine de votre présidence. Les déclarations des six représentants pourraient être prévues durant la séance plénière de cette quatrième semaine, où il serait également possible aux représentants qui ne sont pas intervenus de s'exprimer sur d'autres sujets. Nous nous en remettons à vous et nous conformerons à votre décision.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie Monsieur l'Ambassadeur Wang Qun de cette suggestion. J'en ai déjà traité avec le secrétariat et la réunion avec les interprètes

m'a éclairé sur les exigences de l'interprétation. Je préférerais réellement poursuivre l'examen de cette question fondamentale avant d'aborder d'autres points la semaine prochaine et m'en réserve le droit après consultation de chacun, attendu que ce sera la dernière semaine de ma présidence. Nous avons tous quantité de choses à faire, mais, comme Monsieur l'Ambassadeur Jazaïry l'a dit, le débat en cours est très important et je souhaiterais le poursuivre, outre qu'il faut donner suite à un droit de réponse.

Je dois suspendre présentement la séance, qui reprendra cet après-midi.

*La séance est suspendue à 13 h 5; elle est reprise à 15 h 5.*

**Le Président** (*parle en anglais*): Chers collègues, votre enthousiasme et votre capacité à continuer la 1202<sup>e</sup> séance commencée ce matin m'impressionne. Je reprends la séance et, comme je l'ai annoncé, six autres orateurs sont inscrits; je donne la parole à l'Ambassadeur d'Italie.

**M. Manfredi** (Italie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, prenant la parole pour la première fois à une séance plénière, je tiens tout d'abord à vous féliciter d'assumer votre fonction mais également de la façon remarquable dont vous conduisez nos travaux. L'Italie se rallie tout naturellement à la déclaration de l'Union européenne dont l'Ambassadeur de Hongrie a donné lecture au nom des États Membres. Toutefois, je souhaiterais aborder quelques points selon notre perspective nationale.

Un TIPMF est pour l'Italie une priorité de la Conférence du désarmement. Comme d'aucuns l'ont déjà affirmé, cet instrument vise essentiellement le double objectif du désarmement et de la non-prolifération. Cela dit, je ne désire pas approfondir davantage la philosophie du traité, qui nous occupe depuis au moins 1995. À notre sens, la Conférence devrait désormais s'attacher à cinq aspects relatifs à un TIPMF, en tenant compte, comme document de base, du mandat Shannon (CD/1299).

Le premier aspect concerne les définitions. Le délégué australien a déjà traité abondamment cette question. Définir des matières fissiles est une tâche complexe mais essentielle avant d'entamer des négociations sur un TIPMF. Par le passé, trois autres définitions au minimum ont été soumises ici à cette conférence. Si je me souviens bien, les États-Unis ont proposé une définition, la Suisse une autre et la Russie une troisième. En outre, l'article XX du Statut de l'AIEA contient une définition des matières fissiles. Ainsi, il existe des possibilités de négociations et de participation d'experts de l'AIEA et d'autres institutions spécialisées dans la chimie organique et la physique nucléaire. L'objectif général devrait être une définition qui soit suffisamment large pour rendre un TIPMF crédible et efficace, mais non au point d'emporter des méthodes de vérification trop coûteuses ou compliquées ou des limites inutiles aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le deuxième aspect à aborder est la vérification. Selon nous, des dispositions en la matière sont essentielles dans tout véritable traité sur le désarmement ou la non-prolifération. Dans ce domaine également, il existe une possibilité de négociation et de participation de milieux expérimentés, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique. Toutefois, les États-Unis et la Russie peuvent aussi y apporter leur contribution. Plus généralement, la vérification est un élément commun à tous les différents aspects d'un TIPMF que je mentionnerai ultérieurement.

Le troisième aspect que nous devrions aborder est le combustible nucléaire. Les forces navales d'au moins quatre États dotés d'armes nucléaires utilisent une matière fissile hautement enrichie comme combustible pour les navires à propulsion nucléaire et non uniquement comme explosif pour leurs arsenaux nucléaires. Dans la négociation d'un TIPMF, il faudra décider si cette matière fissile, quoique comparable aux explosifs nucléaires, devrait ou non relever d'un traité et, le cas échéant, de quelle manière.

Le quatrième aspect porte sur les installations de production. Si nous disposons d'un traité crédible sur l'arrêt de la production, nous devons aborder le problème des installations de production de matières fissiles de qualité militaire. Autoriserons-nous leur déclasserement ou pourrions-nous envisager leur reconversion? Celle-ci est-elle réalisable? Qu'en est-il des méthodes d'inspection? Le concours d'experts extérieurs serait à cet effet également essentiel.

Enfin, la cinquième question que nous devrions examiner touche aux stocks de matières fissiles. Les stocks sont le véritable écueil de toute négociation future sur un TIPMF et, ce matin encore, les déclarations prononcées dans cette salle l'ont fait ressortir. Le traité devrait-il être un simple instrument sur l'arrêt de la production ou un instrument contenant également des dispositions sur les stocks existants? Les opinions exprimées ici sont radicalement différentes, mais rien n'est noir ou blanc dans notre domaine. Une simple réflexion sur le problème, dans notre salle, devrait fournir des indices sur de possibles accommodements. Si, durant cette conférence, nous examinons à fond les cinq aspects que j'ai mentionnés et parvenons à quelque accord provisoire sur certains d'entre eux au moins, l'ébauche d'un futur TIPMF apparaîtra progressivement, bien que nous n'ayons pas commencé formellement à négocier. Ainsi, comme notre collègue néerlandais l'a déjà dit ce matin: agissons!

**M. Rao** (Inde) (*parle en anglais*): L'Inde maintient sa position sur un TIPMF depuis 1993, alors que le pays était l'un des coauteurs de la résolution 48/75 de l'Assemblée générale, adoptée par consensus et déclarant qu'un traité interdisant la production de matières fissiles contribuerait pour beaucoup à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects. L'Inde s'est ralliée au consensus sur l'établissement d'un comité ad hoc chargé de négocier un TIPMF en 1995, puis de nouveau en 1998. Nous n'avons pas davantage bloqué le consensus sur l'adoption du document CD/1864, qui, notamment, établissait un groupe de travail en mai 2009 chargé de négocier un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires sur la base du rapport Shannon et du mandat qu'il contient. À cet égard, je souhaiterais rappeler notre déclaration du 29 mai 2009 en séance plénière.

En outre, comme il a été souligné dans nos déclarations précédentes en séance plénière, l'Inde attache de l'importance à la Conférence du désarmement, qui est la seule tribune multilatérale de négociation du désarmement et à son règlement intérieur, en particulier la règle du consensus. Nous estimons que la Conférence du désarmement est la structure appropriée pour négocier un TIPMF. Nous escomptons qu'elle négocie des instruments de portée universelle. Il est partant primordial que tous les pays concernés participent aux négociations et contribuent à leur issue favorable. Pour sa part, en tant que pays détenant des armes nucléaires, l'Inde entend conclure un traité universel non discriminatoire et internationalement vérifiable qui interdit la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Un traité devra manifestement servir les intérêts nationaux de l'Inde en matière de sécurité.

Nous estimons qu'un TIPMF doit être non discriminatoire en ce sens que les obligations et responsabilités qui en découlent doivent s'appliquer sans discrimination à tous les États parties au traité, notamment aux États directement concernés par lesdites obligations et responsabilités. La vérification constituera également un élément important de la structure du traité. Tout mécanisme de vérification, acceptable par tous, devrait satisfaire au critère d'efficacité et le traité devrait être internationalement vérifiable. Un TIPMF doit également servir à interdire la production future de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Nous considérons cet aspect comme la principale caractéristique pour définir la portée du traité. Un TIPMF, appliqué de bonne foi grâce à une participation et une adhésion universelles, contribuerait grandement à

la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects – objectif conçu et prévu dans les positions communes qui ont conduit à la résolution de l'Assemblée générale en 1993.

Nous avons suivi attentivement les affirmations selon lesquelles certains éléments nouveaux, en dehors de cette assemblée, accentueraient les déséquilibres dans les stocks et compromettraient les perspectives d'un TIPMF. Nous ne partageons pas cette analyse. Nous le savons tous, les véritables raisons sont différentes. Combien de déséquilibres pouvons-nous corriger? Les déséquilibres dans la taille et l'évolution ne nous empêchent pas de travailler ensemble dans des réunions multilatérales. De plus, contrairement à ce qui a été dit, l'adhésion de l'Inde à des régimes internationaux de contrôle des exportations, tels que le Groupe des fournisseurs nucléaires, consoliderait les efforts internationaux en matière de non-prolifération. Nous devons être attentifs à quiconque cherche à être garant du régime international de non-prolifération.

Pour conclure, l'appui de l'Inde à l'ouverture de négociations, à la Conférence du désarmement, concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles n'a pas varié. Les années précédentes, y compris l'an passé, nous avons participé dans un esprit d'ouverture aux débats informels et en séance plénière sur un TIPMF. Comme nous l'avons déclaré à la séance plénière du 1<sup>er</sup> février 2011, nous estimons que ces débats sont sans préjudice de la priorité à accorder à l'adoption d'un programme de travail qui permette d'entreprendre des travaux de fond, notamment des négociations durant la Conférence du désarmement. Ils ne sauraient remplacer des négociations sur un TIPMF dans un organe subsidiaire établi par une décision formelle de la Conférence, ni être cités comme un précédent ou traduire les positions de fond des délégations durant les négociations.

**M. Wang Qun (Chine) (*parle en chinois*):** Monsieur le Président, ce jour étant le premier du Nouvel An chinois, permettez-moi de présenter mes meilleurs vœux à tous nos collègues de la Conférence du désarmement. Cette année est celle du lièvre, qui présage clairvoyance, célérité et chance. J'espère que nos efforts conjoints permettront à la Conférence du désarmement de réaliser des progrès constructifs, ou, comme plusieurs de nos collègues l'ont dit, «agissons». Non seulement nous devons «le faire», mais surtout nous devons le faire sagement. Concernant un TIPMF, je souhaiterais mentionner quelques positions de principe.

Premièrement, la Chine n'a cessé de soutenir la négociation et la conclusion d'un TIPMF par la Conférence dès que possible. Eu égard à la résolution de l'Assemblée générale sur un TIPMF adoptée en 1993 à la quarante-huitième session et aux résolutions connexes adoptées aux sessions suivantes, la Chine a sans exception adhéré au consensus ou voté en faveur de ces résolutions. Le Gouvernement chinois estime qu'un TIPMF est tout aussi important en matière de désarmement nucléaire que de non-prolifération. La conclusion d'un TIPMF fera avancer sur la voie du désarmement nucléaire, empêchera la prolifération des armes nucléaires et préservera la paix et la sécurité internationales.

Deuxièmement, la délégation chinoise a pris note de la position exprimée dans la déclaration, en séance plénière mardi, de M. Loshchinin, Ambassadeur de la Fédération de Russie, concernant un TIPMF. Il a dit que des débats parallèles sur ce traité, entamés en dehors de la Conférence, ne seraient pas constructifs, les pays dotés d'armes nucléaires ne pouvant pas tous y participer. Son opinion est absolument fondée. Elle est parfaitement logique et la délégation chinoise la partage pleinement. La délégation chinoise estime que la Conférence, comme seul organe multilatéral sur le désarmement, est la structure idéale où un TIPMF peut être négocié.

Troisièmement, la délégation chinoise pense que, sur la base d'un programme de travail exhaustif et équilibré, la Conférence du désarmement devrait entamer des négociations sur un TIPMF dès que possible et conclure un véritable traité par de véritables négociations. De «véritables négociations» s'entendent de négociations

intergouvernementales libres et transparentes et un «véritable traité» s'entend d'un instrument qui suscite la participation de toutes les parties intéressées.

Dans les circonstances actuelles, le Gouvernement chinois adopte la position suivante: si, pour le moment, il n'est pas possible de convenir d'un programme de travail, nous devrions suivre la pratique antérieure et entamer un débat équilibré à la séance plénière de la Conférence tant sur un TIPMF que sur d'autres thèmes, par voie d'entretiens informels ou autres formes appropriées de coopération. Il sera ainsi possible de faire respecter le mandat et le règlement intérieur de la Conférence, tout en s'assurant une large participation des États Membres. La délégation chinoise examinera en détail les positions exprimées aujourd'hui par d'autres délégations sur différents aspects d'un TIPMF, se réservant le droit de formuler des observations et d'exposer sa position.

**M. Wollenmann** (Suisse) (*parle en français*): Comme vous le savez, la Suisse attache une grande importance à la négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. C'est pour cette raison que la Suisse a soutenu l'année dernière la publication par l'UNIDIR d'un ouvrage de référence retraçant sur le plan historique le traitement de cette thématique par la Conférence du désarmement en mettant en exergue les principaux enjeux de tout processus de négociation. C'est également pour cette raison que la Suisse a financé trois séminaires sur divers aspects d'un éventuel futur traité. Enfin, cela a amené ma délégation à faire participer M. Bruno Pellaud aux discussions informelles qui se sont tenues l'année dernière pour que les participants puissent bénéficier de sa vaste expérience dans le domaine visé. À une autre occasion, M. Pellaud, intervenant en son nom propre, a présenté un document informel sur cette thématique. À nos yeux, ce document reste valable pour les discussions actuelles et pourrait constituer un point de départ pour les étapes à venir.

Ma délégation aimerait, aujourd'hui, communiquer quelques données de portée générale sur la position de la Suisse concernant le traité. Pour la Suisse, la négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles constituerait une grande avancée. Un tel instrument représenterait, après le TNP et le TICE, la troisième pierre angulaire d'un système multilatéral de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Il permettrait de franchir une nouvelle étape sur le chemin d'un monde exempt d'armes nucléaires. De plus, un tel instrument renforcerait le système de désarmement et de non-prolifération nucléaires parce qu'il contribuerait à réduire la discrimination découlant du TNP qui instaure une forte asymétrie entre États dotés et États non dotés. Pour contribuer pleinement à la réalisation de tels buts, un tel traité devrait à notre sens s'articuler autour de plusieurs principes.

Premièrement, ce traité devrait avoir pour objectif non seulement de prévenir la prolifération horizontale des armes nucléaires, mais également leur prolifération verticale et de contribuer au désarmement. Pour ce faire, il devrait non seulement interdire la production future de matières fissiles à des fins explosives mais également imposer un plafond ainsi qu'une réduction des stocks existants. La Suisse estime donc que les stocks devraient être au moins en partie visés par le traité. Ce n'est qu'à cette condition qu'un tel instrument pourra servir le double objectif de non-prolifération et de désarmement qui doit être le sien.

Deuxièmement, le traité devrait avoir pour fonction de permettre une consolidation du régime international de non-prolifération en associant plus étroitement, dans un effort commun, les États parties et les États non parties au TNP.

Troisièmement, et pour conclure, le traité devrait être effectivement vérifiable. Ce n'est manifestement que dans ces conditions qu'un tel régime pourra assurer sa pérennité.

La Suisse est convaincue que la Conférence du désarmement reste l'instance appropriée pour un débat sur le traité et les trois questions fondamentales. Nous sommes prêts à participer pleinement aux futures discussions.

**M. Novokhatskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*): Nous soutenons l'ouverture de négociations à la Conférence du désarmement sur un traité interdisant la production de matières fissiles au titre d'un programme de travail équilibré pour cette assemblée et sur la base du mandat Shannon. Selon nous, la rédaction d'un tel traité constituerait un moyen multilatéral de renforcer le régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et une étape importante dans le désarmement nucléaire.

La Russie a complètement cessé la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. L'uranium de qualité militaire n'est plus produit dans notre pays depuis 1989, soit plus de vingt ans. Tous les réacteurs producteurs de plutonium de qualité militaire ont été arrêtés. Le dernier réacteur de ce type, qui servait de source de chaleur et d'énergie depuis 1994, a cessé de fonctionner en été 2010.

Nous souhaiterions faire part de quelques observations concernant les éléments éventuels d'un traité. Indéniablement, il sera nécessaire, en premier lieu, de s'accorder sur le problème essentiel – la définition des matières fissiles, laquelle devrait tenir compte non seulement des objectifs du traité, mais également des réalités d'aujourd'hui et de l'évolution récente au sein de l'AIEA.

Nous estimons que le traité devrait porter sur une interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Toute disposition concernant l'utilisation de ces matières pour produire du combustible destiné à la propulsion navale devrait être exclue de l'accord. Nous devons également réfléchir à des dispositions visant à interdire d'aider ou d'encourager d'autres États à produire ces matières, ainsi que de détourner les matières fissiles de l'utilisation civile pour un emploi militaire aux fins de fabrication d'armes nucléaires.

Nous sommes persuadés que le plus grand nombre possible d'États doit adhérer au traité – principalement les puissances nucléaires, mais également des pays qui ont la capacité de fabriquer des dispositifs explosifs nucléaires et possèdent des installations d'enrichissement de l'uranium et de traitement du combustible nucléaire usé. Conférer au traité une durée illimitée augmentera sa valeur.

Selon nous, il serait assez logique que le mécanisme de vérification du futur traité recoure autant que possible aux moyens de vérification éprouvés dont dispose l'AIEA et à ses experts. Les pouvoirs de vérification en vertu du TIPMF devraient être conférés exclusivement à l'Agence au titre de son mandat. Parallèlement, le mécanisme de vérification devrait être rentable pour éviter de grever les États parties.

En conclusion, nous sommes convaincus que les débats sur le TIPMF devraient avoir lieu au sein de la Conférence, associant tous les pays dotés d'un potentiel nucléaire militaire. Toute autre démarche amoindrirait nettement l'efficacité des travaux relatifs au traité, ainsi que la valeur ajoutée.

**M. Oyarce** (Chili) (*parle en espagnol*): Ce matin et en début d'après-midi, nous avons suivi un débat constructif et intéressant qui atteste de nouveau la priorité accordée au désarmement nucléaire et à la non-prolifération, ainsi qu'un intérêt marqué pour l'ouverture de négociations concernant un traité sur les matières fissiles, mais nous avons également eu l'occasion d'observer des aspects que nous pourrions qualifier d'extérieurs à la Conférence et qui influent sur les mesures politiques que nous devons prendre dans ce domaine.

L'Ambassadeur Macedo Soares nous a soumis une réflexion analytique à cet égard. Un moratoire sur la production de matières fissiles, comme l'ont suggéré l'Australie et d'autres délégations, est un élément à considérer dans une perspective politique comme une

mesure propre à renforcer la confiance. Un traité dans ce domaine contribuerait assurément à améliorer la sécurité des matières nucléaires, créer la transparence et imposer des restrictions précises aux arsenaux nucléaires, autant d'éléments qui sont essentiels pour la création d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Il est manifeste que, tout en conservant réalisme et souplesse, nous devrions nous employer à entamer des travaux systématiques et organisés sur les matières fissiles. De nombreuses délégations ont expliqué en détail les différents aspects et éléments essentiels, qui devront être analysés. Nous souhaiterions attirer l'attention en particulier sur trois notions interdépendantes: principes et objectifs, définitions et portée, vérification. Concernant les objectifs, nous devons parvenir à un consensus sur les obligations qu'imposerait l'instrument, concrètement les matières à interdire. Quant aux définitions, il conviendrait de viser une perspective aussi large que possible pour tenir compte de toutes les matières fissiles utilisables dans les armes nucléaires. Il existe manifestement des opinions divergentes sur la manière de définir ces matières; la définition des produits fissiles spéciaux figurant à l'article XX du Statut de l'AIEA pourrait être une bonne base pour entamer nos travaux. Nous estimons, à l'instar d'autres délégations, que les problèmes de vérification qu'une telle définition élargie pourrait susciter doivent être résolus au moment de l'examen du chapitre sur la vérification.

Un troisième aspect important à examiner sera la vérification. Il ne s'agit pas d'une question simple. Il existe différentes manières d'aborder l'interdiction de la production et des stocks au-delà de la simple fourniture de renseignements ou de déclarations par le biais de systèmes de suivi et d'évaluation; il faudra également prévoir le risque de non-respect et de difficultés pour déterminer les matières si nous souhaitons ouvrir la voie vers une confiance et une transparence accrues. Nous disposons de cadres importants, tant à l'échelon multilatéral avec l'AIEA que dans les accords bilatéraux.

Nous savons tous que cette négociation sera longue et difficile et sa durée dépendra de facteurs exogènes, tels que mentionnés précédemment; il semble cependant que nous devons tirer parti des possibilités de se préparer à ces négociations en entamant un débat technique, dans le cadre de la présente Conférence, comme il a été déjà souligné. Ceux d'entre nous qui œuvrent dans le domaine politique ont beaucoup à apprendre des aspects techniques et peuvent ainsi nous aider à rechercher de meilleures définitions et formules qui contribueront à dissiper de légitimes inquiétudes ou des préoccupations en matière de sécurité propres aux enjeux liés à des considérations de pouvoir réel.

Cette forme de réflexion doit se poursuivre, de préférence avec la participation d'experts et d'une manière, si possible, plus ciblée. En tant que pays dont le tour est venu d'assumer la présidence, nous suggérerions de conserver ce type de programme thématique pour l'examen des points. Comme l'Ambassadeur de l'Inde l'a déclaré ici, ces modalités n'amoindriront ni ne remplaceront vos efforts, Monsieur le Président, pour adopter un programme de travail.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie Monsieur l'Ambassadeur Oyarce de sa déclaration. Ce matin, le Royaume-Uni a demandé un droit de réponse. Vous avez maintenant la parole.

**M<sup>me</sup> Adamson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Comme Monsieur l'Ambassadeur Oyarce vient de dire, le débat d'aujourd'hui révèle simplement tout l'intérêt et l'enthousiasme que ce sujet peut susciter. Il est vraiment encourageant de constater que la Conférence du désarmement amorce réellement des débats constructifs et que son budget est dépensé à cet effet. Vous m'en voyez très satisfaite.

J'ai souhaité exercer un droit de réponse quant au discours de Monsieur l'Ambassadeur Macedo Soares. Je le regrette vivement, d'autant, comme il le sait, que nous apprécions toujours et, en particulier, durant sa présidence l'an passé, l'excellence et la

franchise de ses propos. Il demeure l'un de nos collègues les plus raisonnables et exigeants. Je souhaitais relever en fait un seul aspect de son discours, qui concernait la catégorisation du document final du TNP.

Nombre d'entre nous, présents en mai dernier, ont consacré des heures à rédiger les conclusions et, alors que nous n'attendrions pas qu'une personne qui n'a pas participé aux débats reprenne le contenu du plan d'action, nous estimons que le document final du TNP contient des plans très détaillés tant sur le désarmement que sur les deux autres éléments fondamentaux et que tous les États parties au TNP devraient s'efforcer de les faire valoir. Nonobstant, je conviens avec Monsieur l'Ambassadeur Macedo Soares que c'est à l'œuvre qu'on connaît l'artisan. Vous souhaitez voir ce que nous faisons pour appliquer le document de l'an passé, mais il me semble quelque peu prématuré de douter que nous le fassions, pour ensuite l'abandonner. Nous nous efforcerons tous d'appliquer ce dont nous sommes convenus. La Conférence qui aura lieu à Paris dans quelques semaines témoigne de la manière dont nous comptons donner suite à ces plans d'action.

Je conclurai en disant que la diplomatie est l'art du possible et que les débats d'aujourd'hui en sont l'illustration parfaite. Nous devrions nous remettre en question, à l'instar de l'Ambassadeur, afin de poursuivre ce que nous avons décidé de faire. Il est un peu trop tôt pour dire que le TNP ne permettra pas d'appliquer les décisions qu'il contient, car nous devrions tous faire notre possible pour y parvenir.

Je me permets de souhaiter à Monsieur l'Ambassadeur Wang Qun, à mon tour, une heureuse nouvelle année et de rétablir les faits concernant les slogans «Faites-le» ou «Agissons». Il me semble que j'avais suggéré l'an passé le slogan «Faites-le», que l'Ambassadeur a repris ensuite en disant «Oui, nous devrions – Agissons simplement!». Espérons qu'avec clairvoyance, célérité et un peu de chance, comme le lièvre, nous puissions poursuivre ce débat constructif.

**M. El-Atawy** (Égypte) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie de la manière dont cette session a été organisée et dont les travaux ont été conduits. Je souhaiterais seulement faire une très brève remarque sur un détail que la représentante du Royaume-Uni vient de mentionner pour rappeler simplement que le plan d'action portait sur le désarmement nucléaire, les deux autres éléments fondamentaux et l'application de la décision de 1995 sur le Moyen-Orient. Ne l'oublions pas.

**M<sup>me</sup> Adamson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en arabe*): Je ne l'ai certes nullement oublié. Heureusement, nul ne s'en est formalisé. Naturellement, nous nous attacherons à examiner cette question.

**Le Président** (*parle en anglais*): Monsieur l'Ambassadeur Wang Qun a mentionné l'Année du lièvre. Il existe également une expression en anglais qui va mettre à l'épreuve nos interprètes. L'Année du lièvre en Chine est marquée par la clairvoyance, la célérité et la chance: c'est incontestablement ainsi que nous devrions poursuivre. Selon l'expression anglaise, nous ne voulons pas voir de lièvres courir dans tous les sens, car cela pourrait créer une certaine confusion. Aussi, comme vous le comprendrez, c'est pour cette raison que j'avais souhaité attirer l'attention sur les quatre questions fondamentales à examiner et je persiste dans cette voie.

Avant de suspendre la séance, voici quelques points d'ordre technique. D'abord, je rappellerai que la réunion parallèle de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) aura lieu le lundi 7 février à 13 heures et que des sandwiches seront servis au préalable, mais j'ignore si nous disposerons également de bière canadienne. Deux membres de l'Institut interviendront, ainsi qu'un membre de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) – Theresa Hitchins – qui fera partie du groupe. M<sup>me</sup> Anna-Lisa Giannella, représentante personnelle de l'Union européenne sur la non-prolifération des armes de destruction massive, s'associera également au groupe lundi.

La réunion du SIPRI concorde, bien je l'espère, avec notre thème prévu pour la prochaine séance plénière de mardi sur la prévention de la course aux armements dans l'espace.

Maintenant, je donne la parole à l'Ambassadeur d'Australie, qui souhaiterait également faire une annonce.

**M. Woolcott** (Australie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie de bien vouloir m'autoriser à reprendre la parole durant cette séance plénière, au nom de l'Australie et du Japon.

Nous avons eu un échange fructueux. L'Australie et le Japon continueront de soutenir les efforts visant à garantir que les négociations concernant un TIPMF sur la base du rapport Shannon puissent commencer dès que possible durant la Conférence du désarmement selon un programme de travail. Entre-temps, nous souhaitons que ce dialogue se poursuive. En conséquence, je dois vous informer que nous distribuons à tous les États Membres et observateurs une lettre d'invitation à une réunion parallèle d'experts sur les définitions d'un TIPMF. Cette manifestation, accueillie conjointement par l'Australie et le Japon, se tiendra à la salle XII du Palais des Nations les après-midi des lundi 14, mardi 15 et mercredi 16 février. La lettre d'invitation contient des détails supplémentaires et un calendrier provisoire. Je présiderai cette réunion avec l'assistance de M. Bruno Palau, vice-président et rapporteur. Je remercie M. Palau et, tout particulièrement, Monsieur l'Ambassadeur Jürg Lauber, ainsi que le Gouvernement Suisse de permettre généreusement la participation de M. Palau.

Nous avons écouté attentivement les préoccupations de certains de mes collègues concernant les débats parallèles. Nous souhaitons bien préciser que cette initiative tend à soutenir la Conférence du désarmement, ainsi que toutes négociations futures sur un TIPMF qui s'y dérouleront. La semaine passée, le Secrétaire général de l'ONU a invité à faire preuve de créativité à la Conférence. Il a également proposé, au sujet des matières fissiles, un débat de fond pour s'instruire mutuellement, renforcer la confiance et, ainsi, étayer et faciliter le débat officiel quand la Conférence aura adopté son programme de travail. Notre initiative satisfait aux deux suggestions du Secrétaire général visant à soutenir la Conférence. Nous espérons que les membres et observateurs accepteront cette invitation; nous souhaitons la plus large participation possible d'experts et de délégations de la Conférence du désarmement à Genève à la réunion parallèle des experts sur les définitions relevant d'un TIPMF.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie Monsieur l'Ambassadeur Woolcott de sa déclaration. S'il n'y a pas d'autres orateurs, je souhaiterais conclure nos travaux pour aujourd'hui. Le débat de fond a pris davantage de temps que prévu, mais il a été très constructif.

La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le mardi 8 février. La parole est au représentant du Pakistan.

**M. Ali Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser d'ajouter quelques minutes supplémentaires à une séance déjà longue, mais je dois vous féliciter de la manière dont vous avez mené les travaux jusqu'à présent. Vous avez assumé votre mandat avec grande dignité et assurance, facilitant ainsi nos débats fort utiles. J'ai très attentivement écouté ce que l'Ambassadeur d'Australie avait à dire sur l'initiative d'une manifestation parallèle avec le Gouvernement japonais. Toutefois, dans la mesure du possible, je souhaiterais à ce stade recevoir quelque éclaircissement. Quelque chose a pu m'échapper et je demande simplement une explication sur le lien entre la manifestation parallèle et la Conférence du désarmement. Nous présumons qu'il s'agit d'une réunion proposée par un ou deux pays, que rien ne rattache à nos travaux dans le cadre de la Conférence ou par rapport à son règlement intérieur. Nous serions reconnaissants de toute explication légèrement plus détaillée à cet égard qui aurait pu

m'échapper. Je prie l'Ambassadeur d'Australie de bien vouloir m'en excuser et m'accorder son indulgence.

**Le Président** (*parle en anglais*): Avant de donner la parole au Japon ou à l'Australie, voici comment je vois le lien de toute manifestation parallèle – telle que la réunion du SIPRI lundi, ou d'autres manifestations, par exemple de l'UNIDIR, qui sont organisées ici même depuis des décennies. Cette initiative, selon Monsieur l'Ambassadeur Woolcott, contribuera à la compréhension de questions qui relèvent principalement de nos débats. Vous vous souviendrez sans doute qu'à la suite du discours de Monsieur l'Ambassadeur Akram mardi, qui a présenté très clairement la position du Pakistan et ses préoccupations en matière de sécurité, j'ai suggéré qu'une manifestation parallèle sur ce type de questions pourrait être instructive pour nous tous. Un autre exemple est la manifestation de l'UNIDIR sur l'espace, organisée à l'initiative de la Chine, de la Russie et du Canada. L'Australie ou le Japon souhaiteraient-ils répondre?

**M. Woolcott** (Australie) (*parle en anglais*): Je remercie le Pakistan de cette question. Il s'agit d'une initiative nationale émanant de l'Australie et du Japon sur une question présentant un intérêt constant pour la Conférence du désarmement et j'ai exposé certaines de nos réflexions dans la lettre qui a été distribuée et dont vous disposez. Mon intention est, après la réunion d'experts et avec le concours de M. Palau, de rendre compte des débats dans un rapport descriptif à présenter lors d'une future séance plénière de la Conférence du désarmement, qui pourrait donner lieu à un débat approfondi si les délégations y consentent. Toutefois, c'est, en substance, une manifestation parallèle, une initiative nationale de l'Australie et du Japon. L'intention est de la rattacher étroitement à la Conférence du désarmement; il ne s'agit évidemment pas d'une partie officielle du programme de la Conférence.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Nous venons d'écouter attentivement les explications fournies par la délégation australienne concernant sa proposition, ainsi que la demande de précisions émanant d'une autre délégation. La délégation chinoise attache une grande importance à cette proposition et aux questions en découlant. Je rendrai compte de ces projets à ma capitale aux fins d'examen. Toutefois, par souci d'exactitude dans mon rapport et pour faciliter la tâche de ceux qui le recevront, je crois comprendre, en me fondant sur l'explication de Monsieur l'Ambassadeur Grinius et l'éclaircissement de Monsieur l'Ambassadeur Woolcott, que la proposition formulée par l'Australie et le Japon, au moins théoriquement, ne relève pas des travaux de la Conférence. Ai-je bien compris? Si tel est le cas, j'enverrai un rapport à Beijing en ce sens.

**M. Daryaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi de déclarer combien nous nous félicitons de la manière dont vous dirigez le débat. Nous remercions également l'Ambassadeur d'Australie d'avoir annoncé cette manifestation parallèle. Toutefois, la réponse nous laisse perplexes, car le lien entre ce type d'activité et la structure de la Conférence du désarmement ne nous paraît pas clair.

Monsieur le Président, je suis certain que vous savez mieux que moi ce que représente la présidence; vous savez que le président n'est pas le porte-parole d'un groupe de pays et qu'il ne devrait pas annoncer de manifestations parallèles, y compris du SIPRI. Dans l'hypothèse d'un lien direct avec les travaux de la Conférence, il appartient au secrétariat d'annoncer l'organisation d'une réunion qui pourrait avoir un certain rapport avec la Conférence et aux délégations de décider d'y participer ou non. Nous avons fait abstraction de cet élément durant le débat tant à la séance plénière précédente qu'à la séance d'aujourd'hui. Selon maintes délégations, nous devons nous en tenir au règlement intérieur de la Conférence. Le débat, quel qu'il soit, devrait être suffisamment global pour associer et attirer toutes les parties qui ont un rôle essentiel dans les travaux de la Conférence du désarmement portant sur un TIPMF.

Quant à la suggestion d'organiser une manifestation parallèle, nous notons avec satisfaction qu'il s'agit d'une initiative nationale; nous pourrions en envisager une également sur le désarmement nucléaire, qui nous paraît extrêmement important. Toutefois, dans cette hypothèse – nous avons déjà organisé une conférence à Téhéran, où nous avons examiné la question du désarmement nucléaire avec le concours de nombreux spécialistes et de nombreuses parties qu'intéresse cette question –, nous pourrions également prévoir des manifestations parallèles dans le domaine du désarmement. Cependant, je manque de certitude et reste perplexe quant à la façon dont ces manifestations se rattacheraient aux travaux de la Conférence du désarmement, car, au sens du règlement intérieur, pour organiser une conférence du désarmement, annoncer une manifestation en séance plénière et créer un lien, il serait préférable de l'inscrire dans le programme de travail. Sinon, le cas échéant, nous pouvons convenir, comme par le passé, de tenir une série de réunions informelles en impartissant un temps équitable à tous les points de l'ordre du jour.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration. Comme vous le comprendrez, nous ne disposons pas encore d'un programme de travail et ma priorité est d'en établir un. La question est de savoir comment utiliser le temps correctement et concrètement. Vous vous souviendrez de mon rapport et de ma déclaration à la première séance plénière, où j'ai fait part de mon impression que les réunions informelles des organes subsidiaires semblaient avoir pris fin et que la grande majorité des membres souhaitaient que nous nous en tenions aux quatre questions fondamentales. En l'absence de programme de travail, je me félicite du fait que, jusqu'à présent, nous avons eu des débats constructifs sur les deux premières questions fondamentales. Je ne pense pas que le règlement intérieur contienne une disposition qui empêche un président d'annoncer «à propos, une manifestation parallèle est organisée». J'avais d'ailleurs annoncé auparavant que nous tiendrions une réunion informelle avec nos interprètes, laquelle, à mon sens, a été fructueuse. Nous avons également invoqué des manifestations futures, par exemple sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, à l'intention des membres ici présents, pour encourager leur participation, quelle que soit l'opinion qu'ils représentent. Là encore, c'est ma façon d'encourager à s'efforcer sans relâche de comprendre les positions de chacun. En maints cas, la participation effective d'experts sur différents sujets ne peut qu'être à notre avantage. Si un État Membre ou un groupe d'États Membres souhaite organiser une manifestation parallèle sur le désarmement nucléaire, je ne manquerai pas de m'en féliciter. De plus, concernant les autres questions fondamentales, je suis réellement persuadé que nous avons un véritable échange, très officiel, sur diverses questions, où nous présentons nos positions nationales et souvent les échanges ne sont pas surprenants car nous tendons à renforcer ces positions. J'ai constaté au fil des ans que j'ai davantage appris dans les manifestations et tables rondes informelles, ou dans les conversations de couloir, qui m'ont permis de mieux comprendre les enjeux, non seulement à la Conférence du désarmement, mais également dans bien d'autres organes des Nations Unies qui se réunissent ici à Genève.

Deux autres orateurs figurent sur la liste. D'abord le Pérou, ensuite la Chine. Le Pérou a la parole.

**M. Schialer** (Pérou) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, soyez certain que ma délégation n'avait pas l'intention de reprendre la parole après s'être exprimée ce matin à la session officielle, qui a commencé aujourd'hui sous votre présidence.

Très brièvement, nous remercions les Gouvernements australien et japonais de cette initiative, qui, comme nous le comprenons, a été proposée au titre du droit légitime de tous les États Membres de porter à l'attention de la Conférence les questions qu'il importe à leur sens que nous connaissions. Ce n'est pas une pratique inhabituelle, qui nous surprend ou n'a pas eu lieu dans le passé et, faut-il le rappeler à tous les membres de la Conférence, n'a porté que sur les questions relatives au désarmement nucléaire.

Ma délégation souhaite simplement rappeler que nous avons l'obligation de dûment respecter le règlement intérieur de la Conférence. Ceux qui ont entendu la position de mon pays, au moment où s'est manifesté spontanément un besoin ou une intention d'interpréter le règlement d'une manière qui diffère de la pratique traditionnelle, ceux qui ont entendu et pu constater la position ferme de mon pays en faveur d'une interprétation rigoureuse du règlement, comprendront que le règlement intérieur est pour nous un élément fondamental dans le déroulement de la Conférence. À cet égard, Monsieur le Président, comme vous venez de l'affirmer, ma délégation ne voit aucune disposition qui empêche le Président, le Bureau ou les membres de la Conférence du désarmement de soulever des questions en vertu du droit légitime des États Membres de ladite conférence d'agir ainsi afin d'établir une position constructive pour nos négociations.

En tant que participants à cette Conférence, nous sommes au courant de plusieurs éléments: premièrement, l'impasse depuis quinze ans; deuxièmement, les réclamations internationales pour que la Conférence entame ses travaux; troisièmement, le fait que, dans le cadre de cette Conférence et dans le respect scrupuleux de son règlement intérieur, vous-même, Monsieur le Président, conjointement avec les cinq autres présidents, déployez des efforts louables pour parvenir à adopter un programme de travail qui est, selon vos propres paroles, le principal objectif de la présente session de 2011 de la Conférence du désarmement, comme ce fut le cas ces dernières années.

Enfin et entre-temps, nous avons écouté les déclarations fort utiles et constructives, par lesquelles les pays ont fait connaître leurs positions nationales. Je pense que telle est la vocation de la Conférence et également que ses travaux s'achèvent ici pour le moment. Tout ce qui est extérieur à la Conférence demeure en dehors de son cadre et devrait être ainsi compris.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Le débat au sein de cette salle du Conseil sur les deux questions fondamentales est très encourageant; il a été très technique, très enrichissant et très fructueux. La Chine, pour sa part, soutient ces activités. Elle appuie les travaux que la Conférence mène de façon officielle mais aussi dans un cadre informel pour autant qu'ils s'inscrivent dans les paramètres de la Conférence et se déroulent sur la base de son règlement intérieur.

Eu égard aux éclaircissements que je viens de demander, il me faut avouer un certain embarras, car plus j'écoute, plus je suis désorienté. Si je me souviens bien, l'Ambassadeur d'Australie, avec tout le respect qui lui est dû, a précisé que ce qu'il propose ne fait pas partie des travaux officiels de la Conférence. Ainsi, par souci de rendre compte à Beijing d'une manière scrupuleuse et précise, j'espère que vous me pardonneriez de demander un éclaircissement supplémentaire soit au Président, soit au représentant de l'Australie ou du Japon. Lorsque vous dites que ces activités ne font pas partie des travaux officiels de la Conférence, faut-il entendre qu'elles s'inscrivent dans ses travaux informels, ou que, par définition, elles ne constituent pas les travaux de la Conférence? Je compte être éclairé pour pouvoir rendre compte avec précision.

**Le Président** (*parle en anglais*): Les pays figurant désormais sur ma liste sont l'Algérie, la République arabe syrienne, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon. Il serait peut-être bon de traiter certaines questions à titre bilatéral, si un État a une question d'un type particulier. Toutefois, de nombreuses questions de procédure se posent; néanmoins je vous donnerai la parole. Nous disposons de suffisamment de temps cet après-midi pour tout examiner. Je donne la parole à l'Algérie.

**M. Khelif** (Algérie) (*parle en français*): La délégation algérienne souhaite tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de l'annonce que vous avez faite concernant l'organisation par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) et l'UNIDIR d'une manifestation la semaine prochaine et souhaiterait également remercier

l'Ambassadeur d'Australie pour son annonce de l'organisation d'une autre manifestation dans les prochains jours. Ces manifestations, dont nous espérons qu'elles seront constructives, permettront certainement aux délégations de mieux comprendre les problématiques liées à l'espace et à l'interdiction de la production des matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou autres explosifs nucléaires.

Nous souhaitons également que toute activité qui sera menée aille dans le sens du renforcement du rôle de la Conférence du désarmement en tant qu'unique organe multilatéral de négociation sur le désarmement. La délégation algérienne tient à souligner qu'elle considère que les activités qui ont été annoncées ne sont pas des activités officielles ou informelles de la Conférence du désarmement, lesquelles doivent être arrêtées d'un commun accord selon le règlement intérieur. Par conséquent, je souhaite que cette interprétation soit bien consignée dans le compte rendu de la séance et qu'elle soit bien prise en compte au moment où, en fin d'année, nous adopterons notre rapport annuel sur les activités de la Conférence du désarmement.

**M. Al Nuqari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*): Monsieur le Président, nous tenons à remercier, par votre intermédiaire, les Ambassadeurs d'Australie et du Japon de leur invitation à organiser des consultations parallèles. Il est manifeste qu'elles sont étroitement liées aux travaux de fond de la Conférence.

Ma délégation n'avait en fait pas l'intention de prendre la parole. Toutefois, le débat qui a suivi la déclaration de l'Ambassadeur d'Australie sur ces activités, ainsi que les questions posées et les réponses fournies m'ont rappelé un certain nombre de questions antérieures relatives aux méthodes de travail de la Conférence.

Ma délégation ne doute pas de la possibilité de demander la tenue de manifestations parallèles. Nous ne craignons pas de surcroît que cette possibilité soit contraire au règlement intérieur. Ce n'est pas ce que nous disons. Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que, si nous approuvons la proposition de tenir trois séances sur un point très précis qui relève d'un sujet sensible, des questions se poseront pour savoir s'il s'agit véritablement d'une manifestation parallèle, par rapport à la pratique suivie auparavant dans ce domaine, qui nous permettait d'inviter à examiner des questions, non pas en trois séances, mais en une seule.

Il est notoire qu'une manifestation parallèle est une activité marginale non liée à la Conférence. En d'autres termes, l'Organisation des Nations Unies n'y est pas partie. Le coordonnateur est responsable de la manifestation. Normalement, les services d'interprétation ne devraient pas y être assurés. Cela est clair et je ne pense pas que cet aspect soit contesté. C'est là le sens des «manifestations parallèles». Nous parlons maintenant de trois séances pour examiner simplement la définition d'un élément particulier. Les modalités proposées, comparées à la pratique antérieure, soulèvent des questions sur la nature de l'invitation à ce type de manifestation.

Ensuite, je souhaiterais faire valoir que la Conférence est la seule tribune de négociation. Les années précédentes, nous avons adopté un ordre du jour prévoyant un certain nombre de séances réservées à l'examen de chaque point, pour autant que je me souviens. Les travaux seraient répartis équitablement entre les quatre principaux points de l'ordre du jour. L'an passé, le coordonnateur de chaque point, ou thème, a invité à un débat consensuel. Ainsi, une séance a été organisée pour examiner la définition d'un thème donné. Par conséquent, en principe, nous pouvons, en qualité de membres de la Conférence du désarmement, estimer l'importance de l'invitation émanant de l'Australie et du Japon – que je remercie de nouveau – mais, compte tenu de la portée de cette question, ces enjeux pourraient être traités dans le cadre d'un programme d'activités qui orienterait nos travaux et enrichirait ce débat.

Mon collègue d'Algérie a évoqué une question importante. Si cette invitation concerne une simple activité parallèle, son issue constituera également un résultat parallèle non lié à la Conférence.

Compte tenu de ces éléments, il serait opportun que nous envisagions réellement d'adopter un calendrier d'activités, selon lequel des tâches seraient assignées à chaque point de l'ordre du jour de la Conférence. Aucun problème ne semble avoir été soulevé ces dernières années à cet égard.

Nous sommes certains que, sous votre présidence, les consultations nécessaires auront lieu pour nous permettre tant de nous mettre au travail que d'établir un terrain d'entente propice à nos engagements envers toutes les questions en instance.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la République arabe syrienne et je m'efforce de chercher comment aller de l'avant. C'est un élément intéressant; ceux d'entre nous qui ont assisté aux manifestations de l'UNIDIR ont entendu certains de nos experts parler de ce point particulier. Dès maintenant, nous avons un programme de travail comprenant des mandats pour chacun des organes subsidiaires. Si vous souhaitez poursuivre les consultations, je peux aisément établir, en consultation avec les cinq autres Présidents, un calendrier des travaux qui serait dûment prospectif et adapté aux dispositions organiques, notamment au règlement intérieur. C'est la question des mandats sur chacun des enjeux fondamentaux et les autres thèmes à l'ordre du jour qui soulève un dilemme, comme vous le constaterez, en particulier la question de la seule négociation d'un mandat d'examen. Je vous remercie néanmoins de votre déclaration et donne la parole à l'Allemagne.

**M. Hoffman** (Allemagne) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, j'étais en réalité quelque peu perplexe, pensant initialement qu'il me faudrait présenter une motion d'ordre, puis décidant, après réflexion, de simplement demander la parole au motif que je m'interroge sur ce que nous débattons ici. L'Australie et le Japon nous ont invités à une série de manifestations en marge de la Conférence du désarmement, en le précisant clairement et vous l'avez également rappelé; je vous suis très obligé de la manière dont vous dirigez les débats. Vous êtes parfaitement habilité à interpréter, selon votre expérience, la façon dont vous entendez l'invitation formulée par l'Australie et le Japon. Je crois comprendre qu'aucune décision n'est requise de la Conférence du désarmement ou de son Président. Nous avons reçu une invitation et, parlant au nom de ma délégation, nous en sommes très reconnaissants. D'autres délégations devront décider si elles l'acceptent ou non. Voilà tout; nous espérons naturellement que de très nombreuses délégations, sinon toutes, accepteront l'invitation et participeront à ces débats. Nous avons tenté de nombreuses possibilités à la Conférence du désarmement et nous devrions saisir cette occasion d'examiner à fond certains points qui pourraient intéresser de nombreuses délégations. Nous avons eu des débats informels à la Conférence du désarmement l'année dernière. Toutefois, à ce stade, je préférerais donner suite à cette invitation adressée par l'Australie et le Japon. Pour en terminer, je vous demanderai, Monsieur le Président, si vous approuvez mon avis qu'aucune décision ne s'impose de votre part ni de la nôtre et, en conséquence, nous devrions, semble-t-il, clore le débat.

**Le Président** (*parle en anglais*): Il s'agit d'une initiative nationale et aucune décision de la Conférence du désarmement ne s'impose effectivement. Cela me fait penser à une séance d'information sur le TIPMF tenue à Berlin voilà un an et demi. Je ne me souviens même pas de son nom, mais elle a rassemblé de nombreux experts dont les exposés étaient extrêmement instructifs. Je considère par conséquent cette invitation comme une initiative nationale. Je donne la parole au représentant des États-Unis d'Amérique.

**M. Reid** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je serai assez bref, au motif que mon collègue allemand a bien précisé en partie ma pensée sur la confusion qui semble régner ici. Toutefois, j'ai encore quelques doutes que je souhaiterais partager avec certains autres collègues qui ont participé à des manifestations parallèles sur d'autres sujets. Vous avez mentionné une manifestation du SIPRI prévue sur l'espace. Nous collaborons actuellement avec l'UNIDIR et avons le privilège de nous préparer avec nos collègues chinois et russes à une autre manifestation de l'UNIDIR sur l'espace, prévue au printemps. Je souhaiterais simplement savoir, si nous demandons à Beijing autant de précisions ici, quel serait le lien entre cette manifestation et nos travaux. Je ne vois aucune différence. De nombreuses consultations sont prévues sur l'espace, si je comprends bien, dans le cadre de diverses manifestations informelles. J'imagine qu'il s'agit essentiellement du même type de moyens dont nous disposons à New York à la Première Commission et dans d'autres organes. Cette invitation ne me semble pas une nouveauté.

L'autre question qui me préoccupe est la suivante: ai-je bien entendu que certains collègues souhaitent réellement désormais effectuer des travaux plus officiels concernant un TIPMF? Voudraient-ils ajouter d'autres séances plénières? Ces échanges ont été intéressants et je serais certes heureux de participer à davantage de séances plénières sur ledit traité, selon ce qui semble avoir été déclaré. Je serais satisfait de les voir inscrites au calendrier. Nous sommes prêts à approfondir ce sujet, ainsi que d'autres questions. Nous nous en remettons au collège des six présidents pour que le nécessaire soit fait.

**M. Suda** (Japon) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, ma délégation exprime son appui à ladite initiative australienne depuis des mois et des semaines lors de diverses consultations et a décidé non seulement de la soutenir fermement, mais également d'accueillir conjointement cette manifestation. Néanmoins, je souhaiterais ajouter quelques mots relatifs aux différentes observations formulées, bien que mon collègue allemand ait fait valoir l'essentiel pour dissiper tous les doutes. Il semble régner une confusion superflue dans cette salle de réunion cet après-midi. Eu égard à la manifestation parallèle, comme M. Woolcott, Ambassadeur d'Australie, l'a nettement dit, nous ne faisons aucune proposition ici à la Conférence du désarmement appelant une décision, nous invitons simplement d'autres États Membres ou nations à assister à ces consultations. Cette manifestation parallèle n'est incontestablement pas une réunion officielle ou informelle au sein de la Conférence du désarmement. Elle ne relève pas de cette conférence; nous invitons simplement tous les États Membres à y participer. Nous estimons qu'elle permettra de soutenir, autant que nous le pouvons, en tant que nation, les travaux de fond de la Conférence relatifs au TIPMF. C'est là son seul objet et nous souhaiterions que vous y participiez tous, car nous estimons que cela serait utile pour nous tous. Toutefois, il vous appartient d'y participer ou non. Il est certain que nous souhaiterions poursuivre le débat autant que possible à la Conférence du désarmement également, ce qui n'empêche nullement d'organiser une manifestation parallèle que toute nation ou tout État Membre estime désormais utile à nos échanges au sein de la Conférence.

Je tiens à renouveler notre invitation à cette manifestation en espérant que vous pourrez tous y assister. Cependant, il me faut bien préciser que vous seuls pouvez décider si cette rencontre vous intéresse et si vous y participerez ou non.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Japon; si j'ai bien compris, les États observateurs sont également invités à cette manifestation. La parole est donnée à l'Ambassadeur de Chine.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Après m'être déjà exprimé à deux reprises, je reprends la parole pour essayer de comprendre si cette proposition de l'Australie relève ou non des travaux de la Conférence. Entre-t-elle dans le cadre de ses activités? Cette question tient uniquement à mon intention d'envoyer un rapport précis à ma capitale;

c'est aussi simple que cela. Or, je viens d'entendre des déclarations de certains collègues qui m'incitent à reprendre la parole pour demander un éclaircissement fondamental.

Pourquoi les précisions que nous venons d'entendre ont-elles une telle importance dans le rapport que j'enverrai à ma capitale? Si nous examinons un élément qui relève des travaux de la Conférence, il s'agit alors de travaux de la Conférence. Si, comme M. Suda, Ambassadeur du Japon, vient de le déclarer, cette activité, qu'elle soit officielle ou non, ne relève pas des travaux de la Conférence, le rapport sur ce point aidera notre capitale à apprécier en conséquence et décider comment traiter cette question.

Il peut sembler égoïste de ma part de faire perdre du temps à chacun; toutefois cette question est importante pour la délégation chinoise parce que, s'il n'est pas clairement établi que l'activité proposée par l'Australie et le Japon relève des travaux de la Conférence, il n'y a pas lieu, à mon sens, de se demander si cette question appelle ou non une décision de la Conférence. Si l'activité ne relève pas de ses travaux, la Conférence n'a pas à prendre de décision. Si par contre elle s'inscrit dans le cadre de ses travaux, la décision doit alors être prise, non pas par les six présidents, mais par les membres de la Conférence. Pour traiter ce point, nous ne devons pas mettre la charrue avant les bœufs, raison pour laquelle nous devons d'abord savoir si, en définitive, cette activité participe ou non des travaux de la Conférence.

Permettez-moi ensuite de remercier les délégations australienne et japonaise d'avoir pris cette initiative. Quand bien même, *stricto sensu*, il ne s'agirait pas des travaux de la Conférence, les délégations ont ainsi manifesté un désir sincère de promouvoir ces travaux et les négociations sur un TIPMF, ce qui intrinsèquement est une bonne chose. Sans vouloir blâmer quiconque, je souhaiterais déclarer qu'il aurait pu être indiqué d'emblée si cette manifestation devait avoir lieu en marge des travaux officiels ou bien dans le cadre des travaux de la Conférence, quoi qu'il en soit, ce afin qu'un esprit moins perspicace comme le mien ne soit pas désorienté. Je remercie par conséquent l'Ambassadeur du Japon de ses éclaircissements.

J'espère que tous ces travaux aideront la Conférence dans ses négociations sur un TIPMF. En réalité, ce type d'activité, tout en revêtant une forme différente, n'est nullement une nouveauté. La délégation japonaise a auparavant entrepris une série d'activités liées à un TIPMF. Des manifestations parallèles et des déjeuners de travail ont été constructifs, à l'instar d'autres travaux fort utiles liés à un TIPMF et proposés par des États. D'autres pays ont également, sur la base de leurs propres initiatives nationales, suggéré de nombreuses idées concrètes et organisé de nombreux séminaires concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Parallèlement, de nombreuses activités ont été menées sur d'autres thèmes essentiels intéressant les membres de la Conférence et la communauté internationale, bien qu'organisées en marge de la Conférence. Des débats ont ainsi eu lieu sur l'espace, notamment le projet de traité sur la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace soumis par la Chine et la Fédération de Russie, ainsi que des séminaires sur le désarmement nucléaire organisés par un certain nombre de pays. Toutes ces activités bénéfiques contribuent aux débats et futurs travaux de la Conférence. Toutefois, le fait qu'elles sont manifestement importantes et utiles ne devrait nullement nous empêcher de bien en préciser la nature. C'est seulement ainsi que nous serons mieux à même en toute logique d'y participer et de les orienter. Le représentant des États-Unis vient de demander pourquoi la Chine a soulevé ce point à l'exclusion de toutes autres questions. Nul n'est besoin de rappeler la raison, qui est très simple. En tout état de cause, j'espère que ces activités qui passent par toutes sortes de voies bénéficieront à la Conférence et permettront d'entamer promptement les travaux de fond, et que chacun manifesterà la volonté politique et la sagesse requises tout en veillant conjointement à faire avancer les activités de la Conférence et à entamer les travaux de fond dès que possible.

Je remercie l'Ambassadeur Grinius qui nous a fait prendre un bon départ. Non seulement il nous a facilité l'adoption de l'ordre du jour, mais il a fait preuve d'ouverture et de transparence dans la gestion du programme de travail des dernières semaines – le calendrier provisoire de nos activités –, les consultations et la tenue de discussions franches et transparentes avec chacun des États membres. Quant à la participation dans cette salle, chacun a, dans un esprit constructif et de coopération, approuvé ledit calendrier pour ces dernières semaines sans soulever d'objections. Continuer de débattre de façon si constructive et déterminée sur tous les sujets de discussion comme nous l'avons fait ces deux, voire trois, dernières semaines, ne peut que déboucher sur de bons résultats.

Le représentant des États-Unis vient de dire qu'il espère poursuivre dans cette voie et, à mon sens, l'essentiel est que chacun s'y associe. Pourquoi ne pas s'y associer? Les résultats ne peuvent être que satisfaisants. L'Ambassadeur Grinius peut poursuivre de cette manière, tout comme l'Ambassadeur du Chili le peut, avec nous tous œuvrant dans le respect du Règlement intérieur de la Conférence. En réalité, ces travaux viennent juste de commencer. Les deux semaines de présidence de l'Ambassadeur Grinius nous ont donné des raisons d'espérer. Il nous faut tous renforcer davantage notre confiance mutuelle.

Les préoccupations nationales en matière de sécurité existent, c'est bien normal, et il n'y a pas lieu de s'inquiéter. L'essentiel est d'aborder cette réalité et, par la volonté et la sagesse politiques, d'examiner ces préoccupations et de parvenir à une solution acceptable pour tous. En fait, depuis quelque temps, certains ont déclaré que la Conférence du désarmement, dans l'impasse depuis déjà dix ans, n'a pas progressé: je m'inscris en faux. Je soutiens M. Victor Vasiliev, représentant de la Fédération de Russie, qui a récemment déclaré qu'on ne saurait affirmer que la Conférence n'a accompli aucun progrès ces deux dernières années. M. Vasiliev a mentionné le projet de traité sur la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace, mais bien d'autres progrès ont été réalisés. Ainsi, sous la conduite de M. Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie, les membres de la Conférence ont tous adopté le document CD/1864, ce qui n'était pas un moindre résultat.

Quant à savoir pourquoi la Conférence n'a pas ensuite lancé les négociations sur un TIPMF, une observation attentive de la situation devrait permettre de le comprendre. À l'époque, au moment de l'adoption du document CD/1864, l'Ambassadeur du Pakistan n'a pas soumis d'amendement agressif. La confiance politique mutuelle est donc essentielle. Chacun ayant approuvé le document CD/1864 en août 2009, nous aurions pu non seulement entamer les travaux en nous fondant sur ce document, mais également créer une dynamique. Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi? C'est de confiance mutuelle que nous avons besoin, et non d'accusations mutuelles. Le document CD/1864 a représenté pour nous un grand pas en avant, que nous ne devons absolument pas déprécier.

En outre, l'an passé, sous la présidence de l'Ambassadeur de Belgique, la Conférence a tenu des consultations non officielles sur les quatre questions fondamentales, dont chacun a approuvé l'organisation. Qui peut dire que la Conférence ne parvient pas à un consensus? Le document CD/1864 a été adopté par consensus et, sous cette même présidence, chacun a approuvé la tenue de consultations informelles et fait ainsi preuve d'unité, chaque membre de la Conférence se joignant au consensus. Quelle est donc la raison d'un tel scepticisme, quand il s'agit de débats à la Conférence, quelle est la raison d'un tel manque de confiance? Nous devons être convaincus que nous entamerons les travaux de fond dès que possible selon le Règlement intérieur de la Conférence. L'Ambassadeur Grinius nous a fait prendre un bon départ. Nous devons désormais poursuivre sans relâche et maintenir un rythme soutenu pour que les quatre questions fondamentales puissent être examinées à la Conférence lors de séances plénières officielles ou de débats informels.

Si nous agissons correctement, nous disposerons alors d'une solide base pour notre programme de travail. Cette base, ce programme de travail fructueux seront l'aboutissement

des efforts déployés par l'Ambassadeur Grinius et l'Ambassadeur du Chili. Je suis certain que, si chacun s'y consacre complètement, la Conférence négociera et adoptera un programme de travail et commencera ses travaux de fond. Ce dont il faut nous garder,

*(L'orateur poursuit en anglais)*

c'est de tous préjugés politiques. Nous devons désormais nous en défaire et entamer véritablement les travaux de la Conférence, selon ses modalités propres.

*(L'orateur reprend en chinois)*

Je ne comptais pas prendre la parole pendant si longtemps aujourd'hui et je vous prie de m'en excuser. Permettez-moi encore de souligner que je soutiens les travaux menés à la Conférence. Les négociations doivent être clairement conduites dans son cadre. Parallèlement, je reconnais également les efforts soutenus accomplis par d'autres pays

*(L'orateur poursuit en anglais)*

en marge de la Conférence. Des contributions informelles peuvent compléter nos travaux, et elles sont précieuses. Je tiens à remercier l'Ambassadeur d'Australie et l'Ambassadeur du Japon de leurs efforts considérables.

*(L'orateur reprend en chinois)*

Veillez m'excuser d'avoir parlé aussi longtemps; je vous remercie tous de votre attention.

**M. Manfredi** (Italie) *(parle en anglais)*: Je serai très bref et souhaiterais dire quelques mots sur la manifestation parallèle en commençant par le fait que la diplomatie multilatérale est coutumière de ces manifestations depuis le Congrès de Vienne. Tout membre de la Conférence du désarmement est libre de les organiser. Il en a le droit souverain et nul ne peut l'en empêcher. Le principe d'une manifestation parallèle est de vous permettre d'y participer librement si son thème vous intéresse. S'il ne vous intéresse pas, vous pouvez l'éviter. L'Italie, pour sa part, remercie l'Australie et le Japon de leur initiative visant à organiser trois jours de consultations parallèles sur les définitions figurant dans un TIPMF. Nous participerons à cette manifestation qui constitue une expérience pédagogique utile pour nos débats futurs.

**M. Daryaei** (République islamique d'Iran) *(parle en anglais)*: Je vous prie de m'excuser de reprendre la parole, mais je me félicite des éclaircissements que nous ont fournis nos collègues. Monsieur le Président, comme vous le savez, les travaux de la Conférence du désarmement sont précis et les modalités sont claires; nous apprécions réellement la manière dont vous invoquez le règlement intérieur. Vous dirigez les travaux de la Conférence du désarmement dans le cadre du règlement intérieur et nous vous en remercions. Le règlement intérieur nous offre deux options: organiser des séances plénières et des négociations officielles fondées sur le programme de travail ou, à défaut de consensus sur ce programme, nous pouvons nous montrer novateurs et organiser des débats informels tels que ceux tenus sous la présidence de la Belgique. Ainsi, nous soumettons un calendrier que nous examinons et, par souci de traitement équitable de tous les points à l'ordre du jour, nous pouvons décider de procéder ainsi. Cette formule est claire et je crois comprendre que la manifestation annoncée par les Ambassadeurs d'Australie et du Japon ne relève d'aucune de ces deux catégories – elle est d'une autre nature. Il s'agit intrinsèquement d'une manifestation parallèle; son annonce par le secrétariat aurait évité de nombreux malentendus. Lorsque le Président de la Conférence l'a annoncée, les délégations ont compris à tort qu'il cherchait une certaine forme d'approbation ou de décision.

Il ressort clairement des explications de nos collègues qu'il s'agit d'une manifestation parallèle. Une telle manifestation n'est pas une nouveauté; nous en avons eu de nombreuses telles que la Conférence de Téhéran sur le désarmement nucléaire. Nous

envisageons également d'en organiser une autre, en particulier sur le désarmement nucléaire, où tous les collègues sont invités à participer. Ces manifestations ont leurs avantages, mais il ne faudrait pas en exagérer l'importance. Ainsi, dès lors que nous en parlons, les États Membres ont le droit de les annoncer, d'y inviter des pays et d'y participer ou non. Cela est manifeste et peut ou non étayer l'ordre du jour. La question désormais nous paraît claire et nous vous remercions des explications que vous nous avez fournies.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie et je regrette que l'annonce de la manifestation parallèle ait provoqué quelque embarras. Nous nous connaissons particulièrement bien. Je crois connaître suffisamment la plupart d'entre vous et vous connaissez mon enthousiasme tant pour faire avancer les travaux que pour les autres manifestations qui se déroulent en marge de la Conférence du désarmement, comme ce fut le cas pour annoncer la réunion informelle avec nos interprètes. Il s'agit d'une simple question administrative. Serait-il admissible que je m'adresse au secrétariat en disant que les questions administratives lui reviennent, pour éviter ainsi toute confusion entre la présidence et le vénérable organe, en préservant le pouvoir et la gloire? Nous nous assurerons alors que tout est correctement effectué. Je donne la parole au Pakistan.

**M. Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser de reprendre la parole, mais je tiens à vous remercier de nous permettre de mener ce débat et d'expliquer la raison pour laquelle j'ai posé ma question. Elle est due à l'importance que nous attachons à la Conférence du désarmement et aux sensibilités de toutes les délégations concernant les différents aspects des travaux. Nous devrions respecter le droit de chacun de soulever cette question aux fins d'éclaircissement. Souvent l'explication, si elle est énoncée sans équivoque, noir sur blanc, est utile, puis elle procède par analogies, mais les explications par analogie risquent de semer la confusion dans les esprits. Toutefois, nous avons reçu des explications très précises de l'Ambassadeur du Japon et de votre part; le parallèle que vous avez établi avec la réunion à laquelle vous avez assisté à Berlin a fourni la meilleure explication par analogie. Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que l'Ambassadeur du Japon, de vos éclaircissements. Permettez-moi cependant de demander si des interprètes seront disponibles à cette manifestation?

**Le Président** (*parle en anglais*): Il n'y aura pas d'interprètes. La langue de travail sera sans nul doute l'anglais. La parole est à l'Algérie.

**M. Khelif** (Algérie) (*parle en arabe*): Nous aurions apprécié une interprétation simultanée à cette réunion. Comme elle n'est pas possible, nous ne pourrions y participer autant que nous l'aurions souhaité.

Compte tenu des débats concernant des manifestations, nous souhaiterions que désormais le secrétariat de la Conférence se charge d'annoncer, comme c'est le cas dans d'autres réunions, les demandes relatives à ce type de manifestations, qui sont en marge de la Conférence. Cette pratique mettrait un terme à tout malentendu. En outre, nous souhaiterions – c'est un vœu, non une invitation – qu'une manifestation analogue soit organisée sur le désarmement, en particulier concernant un traité d'interdiction complète des armes nucléaires.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Algérie de sa déclaration et j'approuverai l'organisation par l'Algérie ou tout autre pays d'une manifestation parallèle sur le désarmement nucléaire, laquelle serait alors annoncée par le secrétariat et non par le Président, espérant ainsi éviter des malentendus. Je remercie tous les participants à la séance d'aujourd'hui. Nous avons abondamment débattu de désarmement nucléaire, exactement comme mardi. Nos échanges sur les matières fissiles et la formulation de positions nationales en matière de sécurité ont été intéressants. Je me

félicite également du fait que nous avons eu cette forme d'échange cet après-midi. Aucun orateur n'a utilisé de notes dactylographiées. L'échange de vues, ainsi plus spontané, a assurément dépassé la question de la nature de toute manifestation parallèle, pour approfondir la réflexion sur la manière dont ce vénérable organe, la Conférence du désarmement, doit mener ses travaux, tout en progressant avec clairvoyance, avec célérité, mais aussi avec un certain facteur de chance.

C'est sur ces observations que je souhaiterais clore notre séance d'aujourd'hui. La prochaine séance plénière aura lieu le mardi 8 février à 10 heures. Je vous remercie.

*La séance est levée à 17 h 10.*